

3003 Bern, den 27. Februar 1990

Fachdienst II  
Service de commissions II

NATIONALRAT  
CONSEIL NATIONAL

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Commission des Affaires étrangères

Datum	1. 3. 90
X	Sauvant
X	Robert
X	Huber
X	Dok-Dienst
X	<del>Frischknecht</del> <i>AS</i>
X	Komm. NR
X	<del>Komm. SR</del> <i>MASONI</i>
X	Frakt. <i>PIV</i>
X	<i>AEBI</i>
X	<i>FX</i>

HAUPTPROTOKOLL der Sitzung vom 12. Februar, 17.00 - 21.30, und vom  
13. Februar 1990, 08.00 - 12.30 Uhr, in Bern,  
Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TEILNEHMER Präsident: H. Bundi

Anwesende Teilnehmer: H. Auer, Frau Bär, Frau Bäumlin,  
HH. Bircher, Burckhardt, Cevey, Dietrich, Euler, Frey  
Walter, Grassi, Frau Grendelmeier, HH. Loretan,  
Petitpierre, Portmann (12.2.), Rychen, Frau Segmüller,  
HH. Wyss Paul (12.2.), Zbinden Paul

Weitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher des EDA  
H. Jacobi, Staatssekretär, EDA  
H. Schaller, Generalsekretär, EDA  
(übrige Teilnehmer: siehe Teilprotokolle - autres  
participants: voir procès-verbaux particuliers)

Entschuldigt: HH. Segond, Rohrbasser, Ziegler

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Frau Deuss Geiger (d), H. Dinkelmann (f)

- TAGESORDNUNG
1. Funktionsweise der schweizerischen Aussenpolitik in einem sich ändernden Umfeld  
Fonctionnement de la politique étrangère de la Suisse dans un monde en mutation
  
  2. Formulierung von Fragen, welche die aktuelle aussenpolitische Situation betreffen, für die Sitzung vom 19.2.1990  
Formulation des questions relatives à la situation de la politique étrangère actuelle, en vue de la séance du 19.2.1990
  
  3. 89.133 n Pa. Iv. Rechsteiner. Südafrika: Sanktionen  
3.1. Anhörung des Initianten  
3.2. Weiteres Vorgehen  
Iv. Pa. Rechsteiner. Sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud  
3.1. Audition de l'auteur de l'initiative  
3.2. Poursuite des travaux  
(Siehe Teilprotokoll 1 - Voir procès-verbal particulier 1)
  
  4. 89. 593 Motion Scheidegger vom 19.9.1989. Ständige Kommission für Entwicklungsfragen.  
Stellungnahme  
Motion Scheidegger du 19.9.1989. Commission permanente chargée des problèmes de développement. Avis  
(Siehe Teilprotokoll 2 - Voir procès-verbal particulier 2)
  
  5. 89.768 Motion Zbinden Hans vom 13.12.1989.  
Europafrage. Entsprechende Anpassung der Parlamentsorganisation. Stellungnahme  
Motion Zbinden Hans du 13.12.1989. Question européenne. Adaptation de l'organisation du Parlement  
(Siehe Teilprotokoll 2 - Voir procès-verbal particulier 2)

6. 89.074 n Anerkennung nichtgouvernementaler Organisationen. Uebereinkommen  
Reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales. Convention  
(Siehe Teilprotokoll 3 - Voir procès-verbal particulier 3)
7. 89.075 sn Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten  
Coopération avec des Etats d'Europe de l'Est  
(Siehe Teilprotokoll 4 - Voir procès-verbal particulier 4)
8. 89.072 n Diplomatische Vertretung in Islamabad.  
Bauten.  
Représentation diplomatique à Islamabad.  
Construction  
(Siehe Teilprotokoll 3 - Voir procès-verbal particulier 3)
9. 89.073 n Gewalttätigkeit bei Sportanlässen.  
Uebereinkommen  
Violence lors des manifestations sportives.  
Convention  
(Siehe Teilprotokoll 3 - Voir procès-verbal particulier 3)
10. Verschiedenes  
Divers  
(Siehe Teilprotokoll 3 - Voir procès-verbal particulier 3)

- 1 -

1. Funktionsweise der schweizerischen Aussenpolitik in einem sich ändernden Umfeld
1. Fonctionnement de la politique étrangère de la Suisse dans un monde en mutation
2. Formulierung von Fragen, welche die aktuelle aussenpolitische Situation betreffen für die Sitzung vom 19.2.1990
2. Formulation des questions relatives à la situation de la politique étrangère actuelle en vue de la séance du 19.2.1990

M. Felber, Conseiller fédéral.

1. Remarques liminaires.

Le point 7 de l'ordre du jour (Voir procès-verbal particulier 4) traite de phases concrètes de la politique étrangère suisse.

Les deux Commissions des Affaires étrangères et des Affaires économiques recevront, la semaine prochaine, une information parallèle et simultanée sur l'état du dossier de l'intégration, information basée sur les travaux du Bureau de l'intégration.

Le Conseil fédéral présentera, au cours du prochain trimestre, le crédit-cadre nécessaire à la mise en oeuvre de la politique de développement; ainsi, les relations Nord-Sud seront abordées.

2. Aperçu de la politique étrangère suisse.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les mutations de plus en plus rapides de notre environnement influencent toujours davantage nos relations extérieures. Les données de la politique étrangère internationale varient en fonction de deux types de critères:

les mutations objectives, liées aux progrès techniques, intéressent:

- la globalisation des problèmes,
- le renforcement de l'interdépendance entre les Etats,
- la forte croissance économique;

les mutations subjectives découlent des évolutions politico-historiques et résultent:

- des programmes politiques des gouvernements avec lesquels nous entretenons des relations ou pas,
- d'une volonté directement exprimée par les peuples de ces Etats.

### 3. Les mutations objectives.

Les modifications techniques dans le secteur des communications et de la transmission des informations exercent une incidence considérable sur notre politique étrangère, de même que la dimension globale des grands défis de notre temps tels que la protection de l'environnement, qui touche simultanément tous les pays, les questions de santé et de drogue, le terrorisme international, les problèmes de développement et leur fréquent corollaire: l'endettement.

Face à ces défis, le seul moyen d'obtenir des résultats perceptibles passe par la dimension internationale, comme on aura l'occasion de le voir au fil de toute une série de rapports, contrats, accords, qui vous seront soumis au cours de l'année.

Quant aux aspects que revêt la diplomatie sur le terrain, on observe qu'en dépit du titre prestigieux que nos ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires portent toujours, ils ne disposent plus du temps nécessaire pour traiter, de manière indépendante, les affaires bilatérales engagées dans les Etats dans lesquels ils sont accrédités. Ils ne sont plus extraordinaires parce qu'ils restent en place, ils ne sont plus plénipotentiaires parce qu'il reçoivent quotidiennement des directives, quand ce n'est pas d'heure en heure (enlèvements d'otages, par exemple). Leur liberté est donc beaucoup plus limitée que par le passé. On demande au diplomate - ce qui demeure sa vocation - d'être un généraliste à même de faire appel au plus vaste champ de connaissances possibles, mais on exige de lui qu'il cerne avec la plus grande célérité d'infimes détails relatifs à certains documents quelquefois fort complexes, comme les dossiers financiers, en particulier: on attend d'un diplomate qu'il soit en mesure de rédiger des rapports synthétiques, pratiquement sur n'importe quel sujet. Compte tenu de telles circonstances, je suis de ceux qui considèrent que la diplomatie de salon ne correspond plus aux réalités. Nos diplomates sont de plus en plus amenés à s'adresser simultanément à un grand nombre de pays appartenant à une même organisation, à une même région avec lesquels nous éprouvons un problème relationnel identique. Il est indispensable, par exemple, que nos douze ambassadeurs tiennent le même langage lorsque nous nous adressons à la CEE. De plus en plus fréquemment, les ambassadeurs intéressés sont réunis en conférence restreinte:

- la conférence sur les problèmes de Bretton Woods a déjà eu lieu;
- mars 1990: conférence des 18 ambassadeurs dans les pays de la CEE et de l'AELE, en vue de l'engagement de négociations relatives au traité sur l'Espace économique européen;
- juin 1990: conférence des ambassadeurs accrédités en Europe centrale et en Europe occidentale;
- conférence générale.

- 3 -

A l'instar de leurs collègues à l'étranger, les ambassadeurs rattachés à la centrale sont aussi tenus, à côté de leurs obligations professionnelles, d'étendre le champ de leurs connaissances. En effet, il n'est pas d'activité étatique qui ne comprenne des aspects internationaux; c'est ainsi que les services du DFAE s'occupent:

- de protection de l'environnement,
- de coopération internationale en matière de médias,
- d'affaires scientifiques et culturelles,
- de transports,
- de navigation maritime,
- de politique des réfugiés,
- des questions bancaires et financières,
- de l'intégration économique sous toutes ses formes, etc.

Tous ces services travaillent en étroite collaboration avec les autres départements et les offices fédéraux directement intéressés ou qui détiennent le dossier, en assumant la responsabilité principale ainsi que la gestion. Par conséquent, le DFAE remplit une tâche de coordination, d'autant plus que la sauvegarde de nos intérêts à l'étranger implique parfois qu'un gain dans un domaine compense une concession dans un autre. Voilà la raison pour laquelle, la présence d'une représentation diplomatique ou celle du DFAE dans toute espèce de conférence est indispensable.

Une telle évolution exige beaucoup de discipline de la part des autres départements, ainsi qu'une très grande transparence quant au traitement des questions internationales figurant aux dossiers concernés. Ces mêmes départements bénéficient également des infrastructures ainsi que de toutes les ressources techniques et humaines que le DFAE entretient à l'étranger.

La nature des défis que rencontrent les sociétés d'aujourd'hui est telle qu'une approche internationale et multilatérale s'impose de plus en plus; elle remplace progressivement l'approche strictement nationale ou bilatérale, ce qui explique l'engagement accru de notre pays dans de nombreux forums internationaux: CSCE, Conseil de l'Europe, GATT, AELE, organisations spécialisées du système des Nations Unies et bientôt, peut-être, les institutions de Bretton Woods.

Lorsque l'on évoque la globalisation des problèmes, on ne saurait ignorer les clivages Nord/Sud, les questions de développement, et celle, de plus en plus aiguë, de l'endettement. Un échec dans la résolution de ces graves problèmes ne restera certainement sans conséquences sur les pays industrialisés en général et sur la Suisse, en particulier.

- 4 -

#### 4. Les mutations subjectives.

Ces modifications relèvent d'évolutions politiques et économiques qui nous touchent plus directement:

- la dynamique de l'intégration européenne (thème d'actualité pour les deux prochaines années),
- les changements en Europe centrale et orientale,
- la détente Est-Ouest,
- les perspectives de résolution des conflits régionaux,
- l'essor de nouveaux pôles économiques et politiques dans le monde.

L'intensification de nos activités dans ce domaine absorbe, aujourd'hui, les ressources de mon département, d'une manière croissante, qu'elles aient trait aux effectifs du personnel ou soient d'ordre intellectuel et financier. Notre tâche ne se limite pas à la gestion des affaires courantes: il est indispensable que nous disposions du temps nécessaire afin d'effectuer un travail conceptuel en vue de la formulation des nouvelles structures paneuropéennes, par exemple, qui devront, à terme, remplacer l'ordre existant en Europe, depuis la mise en place des structures de Yalta.

Plus que tout autre domaine, les Affaires étrangères subissent les répercussions d'évolutions sur lesquelles nous n'avons aucune prise (cette constatation vaut, d'ailleurs, pour les deux types de mutations évoquées).

Sans nulle intention de me livrer à un plaidoyer pro domo, il est de mon devoir de rendre les membres de la commission attentifs aux conditions de travail au DFAE, dont le personnel est extrêmement restreint. Les exemples foisonnent: nos missions à l'étranger sont quelquefois réduites au strict minimum, de sorte qu'une évolution politique soudaine dans un pays nous met dans l'impossibilité de recueillir les informations en suffisance ou de mener à bien divers travaux particuliers et immédiats; ce fut le cas dans presque tous les pays d'Europe centrale, au cours de ces derniers mois. De même, nous avons besoin, à la centrale, d'un certain nombre de personnes capables d'assumer les responsabilités de la coordination.

L'année dernière, une demande de quarante postes supplémentaires a été présentée (CSCE, nouvelle division destinée à faire face aux opérations de maintien de la paix et à la problématique des droits de l'homme, intégration européenne, coordination du dossier de l'Europe de l'Est, etc.). Or, nous en avons reçu 19: il a fallu en retrancher 7 ou 8, que nous avions en prêt! Le dimanche après-midi à 15h00, il arrive que 250 responsables de mon département soient présents dans leurs bureaux!

## 5. Aperçu des représentations suisses à l'étranger (voir annexe).

Le nouvel organigramme du département est en voie de publication, il vous sera communiqué sous peu.

Un diplomate se forme en deux ans, après s'être présenté au concours d'accession à la carrière diplomatique, concours définitivement éliminatoire. On observe un regain d'intérêt (17 candidats retenus sur 47, cette année). L'âge moyen d'entrée a augmenté en raison des exigences de la formation complémentaire (droit, économie publique, culture, etc.), jusqu'à trente ans environ.

C'est à la suite des stages que les candidats sont désignés en qualité d'agents diplomatiques. La carrière est assez longue.

Un grand effort de recrutement a été effectué dans les universités. On constate, par ailleurs, un déplacement dans la formation: on n'est plus nécessairement juriste ou économiste avant que d'être diplomate, mais historien, licencié ou docteur ès lettres, voire ès sciences, et ingénieur EPF.

Il faut également mentionner la surcharge consulaire, entre autres due à l'introduction du droit de vote des Suisses à l'étranger.

La dispersion du personnel accroît les difficultés de rationalisation: par la force des choses, certains postes sont encombrés alors que d'autres ne le sont pas.

Les membres de la Commission des Affaires étrangères sont cordialement invités aux manifestations officielles consécutives à la Conférence générale des ambassadeurs.

Un jeune ambassadeur se plaignait de n'avoir personne du même niveau de formation à ses côtés, de manière à le contredire le cas échéant et à mettre ainsi fin à un certain isolement intellectuel. La Communauté européenne elle-même, pour pallier ces difficultés, envisage de n'établir qu'un seul service diplomatique dans certains pays.

Les voyages de conseillers fédéraux sont de plus en plus indispensables, toute une série de rencontres multilatérales étant réservées aux seuls ministres; Le temps dont ils disposent s'est réduit que nos ambassadeurs ne bénéficient plus que de brèves audiences. Dès lors, une visite bilatérale s'impose pour combler cette lacune - je rentre de Grande Bretagne où j'ai n'ai pu que constater l'entière ignorance, faute de temps, qui règne au Foreign Office, quant à la position suisse sur l'intégration. De sorte que la nécessité de rencontrer nos collègues devient impérieuse: c'est là une tâche nouvelle des conseillers fédéraux.

Par ailleurs, les exigences protocolaires ont gagné en importance: là où un ambassadeur suffisait à représenter le gouvernement de son pays aux funérailles d'un chef d'Etat ou à l'occasion d'une passation de pouvoirs, par exemple, on exige aujourd'hui qu'un ministre se déplace.



- 6 -

M. Cevey.

Problèmes de recrutement. Je me réjouis de la détente ainsi que de l'ouverture de l'éventail des formations.  
Qu'en est-il des possibilités de faire appel à des gens qui n'ont pas suivi de formation orientée vers la carrière diplomatique, mais qui, d'une manière ou d'une autre, se sont révélés dignes d'y entrer?  
De tels cas présentent-ils des difficultés ou, au contraire, cet usage, inauguré à une époque déjà lointaine, s'est-il élargi?

Mühlemann: Wir stehen vor ganz neuen Herausforderungen, und wir alle haben etwas Sorge, ob die Exekutive diesen schwierigen Herausforderungen gewachsen ist. Wir haben aber Vertrauen in Herrn Bundesrat Felber und haben auch den Eindruck, dass er sehr geschickt Prioritäten setzt.

Die Reisetätigkeit der Bundesräte muss intensiviert werden. Ich halte insbesondere den Besuch in London für beispielhaft, aber er sollte fortgesetzt werden können. Heute wird Europa weitgehend von der Achse Bonn-Paris bestimmt, und ich frage mich, ob die Beziehungen der Schweiz zu Bonn vertieft genug sind. Ich denke in diesem Zusammenhang auch an den Schweizer Botschafter in Bonn.

Der Bundesrat müsste die Zahl seiner Staatssekretäre erhöhen. Die Schweizer Botschafter leisten in der Regel gute Arbeit, und sie sind oft sehr geschickt eingesetzt. Ich denke etwa an Herrn Botschafter Stauffer in Warschau oder Herrn Botschafter Wipfli in Budapest. Umgekehrt muss ich aber auch feststellen, dass beispielsweise die Botschaft in Bukarest zurzeit völlig überfordert ist. Sie ist ungenügend besetzt, der Botschafter ist vielleicht als Krisenmanager nicht ganz geeignet und kann sich auf niemanden abstützen (keine

- 7 -

Schweizerkolonie, unbesetzte wirtschaftliche Vertretungen der Schweiz). Das in einem Land, in dem sich die Ereignisse überstürzen, und in dem unzählige Hilfsorganisationen versuchen, Aktionen in Gang zu bringen.

Ich bin mir auch nicht so sicher, wie gut unser militär-diplomatischer Dienst ist. Ich bin jeweils sehr enttäuscht, wenn ich bei meinen Reisen im Ausland feststellen muss, dass der Militärattaché eher eine Sonderrolle spielt und zu gewissen Besuchen häufig nur schwer mitgenommen werden kann. Die allmonatliche Lagebeurteilung ist ungenügend und teilweise auch falsch. Ich wäre sehr enttäuscht, wenn ich erfahren müsste, dass sich der Bundesrat beispielsweise auf die Lagebeurteilung vom Januar 1990 abstützen müsste.

Könnten nicht Diplomaten, die älter als 65 und noch gesund sind, für Sonderaufgaben eingesetzt werden? Können nicht auch Botschafter gewählt werden, die nicht dem diplomatischen Dienst angehören?

Ich vermisse eine engere Beziehung der Schweizer Diplomatie zur Schweizer Wirtschaft im Ausland. Ich erinnere an das Managementsymposium in Davos. Herr Bundesrat Felber hat um 11.00 Uhr morgens ein Gespräch geführt mit Herrn Modrow, am Abend ist eine kleine Gruppe von Schweizer Wirtschaftsvertretern mit Herrn Modrow zusammengesessen. Sie sind über das Gespräch zwischen Herrn Bundesrat Felber und Herrn Modrow nicht vom EDA, sondern vom Botschafter der DDR informiert worden. Das scheint mir nicht der übliche Weg zu sein.

Zur Reisetätigkeit der Parlamentarier. Es ist wichtig, dass die Reisetätigkeit des Parlaments verstärkt wird, damit sich die Parlamentarier besser informieren können. Der Bundesrat braucht das Parlament, um die Aussenpolitik dem Volk näherzubringen (Abstimmung über den EWR usw.).

M. Grassi.

Je constate que le DFAE s'est très bien adapté aux nouvelles exigences de la politique étrangère.  
Quels sont les moyens techniques à disposition de nos ambassades plus petites (Amérique centrale et du Sud, etc.) quant aux transmissions discrètes, à la sécurité, etc.?

Frau Bäumlin:           Wieviele Frauen interessieren sich für den diplomatischen Dienst? Wieviele Frauen arbeiten im diplomatischen Dienst? Gibt es Schweizer Botschafterinnen?

                          Offenbar fragt sich die Bevölkerung, was das Parlament, d.h. was unsere Kommission, in der Aussenpolitik zu sagen hat.

Frau Bär:                Welche Rolle spielen die Schweizer Diplomaten in den Ländern, aus denen viele Asylbewerber in die Schweiz kommen? Wie werden ihre Auskünfte über die Lage in diesen Ländern vom Delegierten für das Flüchtlingswesen gewichtet?

                          Welche Möglichkeit hat die Schweiz, die Idee eines neutralen wiedervereinigten Deutschlandes zu unterstützen? Will die Schweiz das überhaupt? Und, wenn ja, welche Aktivitäten sieht sie dafür vor?

Burckhardt:           Ist es nicht eine wichtige Aufgabe der Mitglieder unserer Kommission, sich zu informieren? Und könnte das nicht auch eine Hilfe sein für unsere Diplomatie? Ich selbst habe mir diese Aufgabe gestellt. Mir persönlich hat der Botschafter in Rumänien, Herr Thurnheer, einen kompetenten und mutigen Eindruck gemacht, aber vielleicht sieht ein unbedarfter Parlamentarier weiter in gewisse Geäder als der professionelle Diplomat, und zusammen können der Parlamentarier und der Diplomat durch einen eidgenössischen Gedankenaustausch recht weit kommen.

                          Wäre es nicht gut, wenn ein Diplomat, dem der gleichrangige Gesprächspartner in der Botschaft fehlt, im Kreis der Vertreter der Schweizer Wirtschaft solche Gesprächspartner finden könnte? Auf diese Weise könnte das eidgenössische Milizprinzip noch besser ausgenützt werden, könnte eine dichtere, detailnähere Gesamtschau entstehen.

- 9 -

Frau Grendelmeier: (Zu Frau Bäumlín) Wenn wir im EDA und in den Botschaften eindeutigen Mangel an Personal und an technischen Hilfsmitteln feststellen, müssen wir Parlamentarier uns vielleicht einmal selbst an der Nase nehmen und uns fragen, wie lange wir den heiligen Personalstopp noch vertreten wollen. Wenn sich die Weltlage - und das heisst auch die Arbeit des EDA - so schell und so radikal ändert, ist es die Aufgabe des Parlaments, ja unserer Kommission, vielleicht mit einer Motion, eine erhebliche Aufstockung des Personals zu verlangen. Es ist meines Erachtens auch die Aufgabe jedes Mitglieds dieser Kommission, für Europa zu werben. Europa kann ohne die Schweiz existieren, aber die Schweiz nicht ohne Europa.

Loretan: Ich war vor knapp einem Jahr Gast beim Botschafter der Schweiz in der Türkei und musste mit Erschrecken einen vollständigen Mangel an Personal feststellen. Der totale Einsatz des Botschafters und seiner Frau hingegen beeindruckten mich sehr. Aufstockungen im EDA, vor allem in den Aussenposten, sind notwendig, aber ich frage mich, ob der Gesamtbundesrat für das EDA nicht Stellen aus andern Departementen freispielen könnte. Wir stellen doch beispielsweise eine Verschiebung der Bedeutung von Innen- und Aussenpolitik fest. Es scheint mir eine Führungsaufgabe des Gesamtbundesrates zu sein, Stellen zu organisieren, d.h., heute beispielsweise aus dem Bundesamt für Polizeiwesen Stellen freizuspielen für das EDA.

Frey Walter: Könnten nicht auch Vertreter der Schweizer Wirtschaft im Ausland in den Dienst der Schweizer Diplomatie gestellt werden?

Zbinden: Ich war schon einmal Mitglied dieser Kommission, bin dann aber ausgetreten, weil ich den Eindruck hatte, sie sei ein Hofrat des Aussenministers. Ich bin nun

- 10 -

zurück, in der Hoffnung, dem sei nicht mehr so.

Ich habe an meine Besuche im Ausland nicht nur gute Erinnerungen. Wie oft werden wir Parlamentarier auf den Schweizer Botschaften zu drei- bis vierstündigen Abendessen eingeladen, an denen die Diskussion vor allem aus Blabla besteht, wo doch ein kurzes, intensives Sachgespräch viel sinnvoller wäre.

Personalmangel herrscht in allen Departementen. Das EDA wird vom Parlament eher besser gehalten als andere Departemente. Das Vertrauen in Herrn Bundesrat Felber war und ist gross.

Rychen: Mich beschäftigt der Frage der Rolle des Parlaments in der Aussenpolitik sehr. Mit Blick auf die Umgestaltungen in Europa scheint es mir - gerade in einer direkten Demokratie - ausgesprochen wichtig, dass das Parlament in der Aussenpolitik eine aktivere Rolle spielt. Herr Bundesrat Felber hat einmal sehr richtig gesagt, die Aussenpolitik müsse zu einem Thema der Innenpolitik werden. Das ist noch nicht gelungen. Für die Schweizer Bevölkerung ist Aussenpolitik - ausser wenn sie finanzielle Folgen zeitigen kann - etwas zum zuschauen, etwas zum zuhören. Letztlich werden aber alle entscheidenden Fragen vom Volk entschieden.

Präsident: (Zu Rychen) Vielleicht müssten wir dieser Frage eine Kommissionssitzung widmen.

- 11 -

M. Felber, Conseiller fédéral.

Questions de recrutement. Je n'ai pas peint le diable sur la muraille ni ne me suis plaint; je n'ai fait que signaler quelques problèmes que nous rencontrons en matière de personnel.

(A M. Frey)

Recrutement de spécialistes. Les Services généraux disposent déjà de spécialistes susceptibles d'être envoyés à l'étranger. La difficulté provient de leur grande stabilité dans un ministère où tout le monde tourne. De plus en plus de spécialistes se présentent au concours d'entrée; certains ont même accompli plusieurs formations.

(A M. Cevey)

L'appel à des diplomates n'ayant pas accompli la formation destinée à la carrière, s'est fait dans la mesure où les chefs de mission manquaient. Or, les courbes de recrutement démontrent que les candidats au poste d'ambassadeur sont en suffisance.

(A M. Burkhardt)

Certains cas sont gênant: on nous demande d'ouvrir une ambassade à Hanoï, le Conseil fédéral donne son accord; or, nous n'avons personne! - un beau jour, Hanoï sera sous les feux de l'actualité et on trouvera moyen de nous reprocher de n'avoir rien fait!

Qualité des missions. (A M. Mühlemann) Nous changeons nos chefs de mission après les secousses qu'éprouvent certains pays. Notre ambassadeur en Roumanie sera muté: quatre ans durant, il aura été la victime de conditions de travail insupportables et ennuyeuses pour être soudain confronté à de rapides bouleversements qu'il faut affronter seul (l'ambassadeur Turnherr a dû réaliser lui-même les documents photographiques pour l'établissement des passeports des douze enfants adoptés par des Suisses!).

Il est évident que le public a tendance à fixer ses regards sur les ambassades dont on parle et à oublier les autres.

Pratiquement tous nos ambassadeurs en Europe de l'Est, s'ils sont restés plus de trois ans et demi en poste, seront transférés.

Contacts avec Bonn et Paris. Si nous entretenons davantage de relations avec Bonn, c'est parce que les Français n'ont pas le temps et que nous ne les voyons pas, au contraire des Allemands!

Les contacts bilatéraux sont plus faciles avec la RFA (cette remarque s'applique au département de M. Delamuraz).

Attachés militaires. Ce dossier est entre les mains de M. Villiger.

Pour ma part, j'ai pu remarquer deux types d'attachés militaires: ceux qui s'isolent dans le secret le plus complet et ceux qui se considèrent comme des membres à part entière du corps diplomatique et travaillent quotidiennement avec l'ambassadeur, chef de mission.

Nous collaborons de plus en plus avec le DMF en matière de désarmement ou de politique de sécurité et de paix.

- 12 -

Relations diplomatie/économie. Les responsabilités ne sont pas à sens unique, lorsque, par exemple, à l'occasion de grandes manifestations économiques, nos ambassadeurs informent les milieux économiques suisses, et que ces derniers délèguent quelques farfelus; ce fut le cas dans toute l'Amérique du Sud. Ces mêmes milieux économiques ne renseignent que trop parcimonieusement les diplomates.

(A M. Zbinden)

Voyages de parlementaires à l'étranger. Les parlementaires en voyage formulent des exigences extrêmement diverses.

(A Mme Bäumlin)

Femmes diplomates. Trois femmes ont le titre d'ambassadeur; plusieurs d'entre elles en ont le rang et non le titre, parce qu'elles ne sont ni chef de division ni en mission à l'étranger. De jeunes diplomates accèderont au rang d'ambassadrices. Par ailleurs, nous enregistrons des pertes considérables en cours de carrière, pour des raisons familiales. Nous éprouvons les mêmes problèmes avec les secrétaires.

(A Mme Bär)

Pays de provenance des réfugiés. On tente de placer du personnel juridique, par exemple, de manière à assister les ambassades dans leurs tâches de vérification des mesures prises dans le pays, à l'encontre de ceux qui partent ou qui reviennent. Les fonctions des intéressés sont extrêmement ardues. S'agissant des cas où l'asile en Suisse n'est pas accordé, nos missions entreprennent toujours des vérifications. Nous avons néanmoins obtenu de bons résultats.

(A M. Burckhardt)

Instructions et rapports. Nos ambassadeurs sont tenus de livrer des rapports réguliers, entre autres, sur des sujets que la centrale leur communique.

(A M. Loretan)

Transferts entre départements. Ce problème relève de la responsabilité du Conseil fédéral.

(A M. Rychen)

Qui fait la politique étrangère? C'est, constitutionnellement, le Conseil fédéral - cette règle est nécessaire. La définition et la décision finale doivent appartenir au gouvernement, parce que les choses sont très rapides et que les temps de réaction presque inexistantes ne permettent pas d'attendre que la machine parlementaire se mette en route. Le Conseil fédéral doit être en mesure d'agir promptement de manière à éviter a posteriori, les accusations de s'être soumis à une décision majoritaire ou à celle d'un parti. Cela dit, les Commissions des Affaires étrangères pourraient être mieux employées dans l'action. Le Parlement se désintéresse des Affaires étrangères.

M. Cevey.

J'appuie M. Felber, lorsqu'il réaffirme que les Affaires étrangères appartiennent avant tout au gouvernement.

Il est évident que le Parlement doit être mieux employé. Il ne faut pas que les mésaventures de la proposition d'adhésion de la Suisse à l'ONU se reproduisent: l'information n'avait pas été suffisamment soignée. Or, nous allons quasiment à coup sûr vers des décisions populaires quant à l'avenir de l'Europe, en particulier.

Mes fonctions à l'Office national suisse du tourisme m'ont permis de constater les bonnes qualités de nos missions à l'étranger. Grâce à la diligence et à l'efficacité de MM. Renggli et Jordan, Consuls généraux à Los Angeles et à San Francisco, j'ai pu obtenir en quelques jours des rendez-vous avec le maire de Los Angeles, le gouverneur de Californie, ainsi que le général responsable d'une base logistique de l'US AIR FORCE.

Le département tient-il suffisamment compte des moyens à disposition du personnel diplomatique qui joue un rôle différent selon les régions considérées, la population, le genre d'activités requises et le génie économique des lieux?

Durée du mandat. En Inde, par exemple, plusieurs années dans le pays sont indispensables avant d'établir des relations et de percevoir les particularismes (survivance du régime de castes); envisage-t-on de laisser un agent diplomatique suffisamment longtemps dans le pays de façon à ce qu'il puisse agir efficacement?

Auer: Zur Rolle der Kommission für auswärtige Angelegenheiten. Die Aussenpolitik ist Sache des Bundesrates. Die Stellung der aussenpolitischen Kommission hing immer von einigen ganz wenigen Persönlichkeiten ab. Ich erinnere mich an Walter Renschler, Walter Hofer und Gerhard Schürch. Aussenpolitik war in der Schweiz nie populär. Aussenpolitik machte das Parlament nur bei spektakulären Ereignissen (Ungarn, Tschechoslowakei, Afghanistan, Rumänien usw.). Suchen wir also zunächst einmal bei einigen Geschäften etwas zu leisten, bevor wir über eine neue Stellung des Parlaments diskutieren. Für die nächsten zwei, drei Jahre sehe ich die Hauptaufgabe des Parlaments darin, das Schweizer Volk zu informieren. Das bedeutet aber auch, dass der Bundesrat uns über die EG-Politik besser informieren muss. Die Hauptaufgabe der Kommission für auswärtige Angelegenheiten sehe ich gegenwärtig in der Europapolitik (EG und Osteuropa).



- 14 -

Bircher: Die Aussenpolitik umfasst heute praktisch die gesamte Innenpolitik. Der EWR beispielsweise ist nicht nur Sache des EDA, sondern Sache aller sieben Departemente. Deshalb kann das Parlament die Aussenpolitik dem Bundesrat nicht mehr überlassen, ist die ausschliessliche Zuständigkeit des Bundesrates für die Aussenpolitik überholt.

Frau Bäumlín: Die Schweiz ist nicht nur in den Prozess der europäischen Integration, sondern beispielsweise auch in die Friedensprozesse in Nahost und in der Westsahara involviert.

M. Felber, Conseiller fédéral.

(A M. Cevey)

Nous tenons compte des postes ainsi que des moyens techniques à disposition.

Durée des mandats. Nous devons prendre l'état sanitaire de notre personnel en considération, de même que la qualité des pays et des risques. En principe, on laisse les gens plus longtemps dans les régions qui demandent une longue acclimatation.

Politique d'information. Un projet d'information du Conseil fédéral, du Parlement et de la presse est en préparation, en collaboration avec M. Delamuraz. Il s'agit d'un processus lent - que M. Bircher se rassure! - et d'une telle importance dans les négociations, qu'il sera discuté en commission.

Schaller: Die Frage der technischen Ausrüstung in den Botschaften wird das EDA für die Sitzung vom 19. Februar 1990 schriftlich beantworten.

Weitere Fragen zum Traktandum 2 werden schriftlich eingereicht.

## SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.06.2.5. - LH/HMR

Berne, le 9 février 1990

Effectifs du DFAE en 1989

	<u>à la Centrale</u>	<u>à l'étranger</u>	<u>total</u>	
<u>Service diplomatique</u> (y compris stagiaires)	103,76	186,16	289,92	(= 16,0 ‰)
<u>Service consulaire</u> (y compris stagiaires)	88,50	433,57	522,07	(= 28,9 ‰)
<u>Service de secrétariat</u>	86,43	240,67	327,10	(= 18,0 ‰)
<u>Services généraux</u>	217,49	56,00	273,49	(= 15,1 ‰)
<u>Employés</u>	87,19	147,51	234,70	(= 13,0 ‰)
<u>Autres</u>	11,67	150,41	162,08	(= 9,0 ‰)
<u>Total</u>	595,04	1'214,32	1'809,36	
=====	(32,9‰)	(67,1 ‰)	(100,0 ‰)	

Répartition du personnel à la Centrale

Secrétariat du Chef du Département:	4	Direction des organisations internationales:	42
Secrétariat général:	22	Direction du droit international public:	37
Direction administrative et du service extérieur:	195	Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire:	173
Direction politique:	120		

(tableaux établis sur la base des chiffres fournis par la DASE)

## REPRESENTATIONS SUISSES A L'ETRANGER

A fin 1989, la Suisse entretenait des relations diplomatiques et consulaires avec 158 pays (1988: 156 pays) et des relations consulaires avec 8 pays (1988: 10 pays). Elle était représentée par:

- 72 ambassades dirigées par un ambassadeur
- 1 ambassade sans ambassadeur (Beyrouth)
- 7 missions diplomatiques multilatérales dirigées par un ambassadeur
- 1 ambassade dirigée par un chargé d'affaires en pied
- 13 ambassades dirigées par un chargé d'affaires ad intérim
  
- 36 consulats généraux dirigés par un chef de poste de carrière
- 8 consulats généraux dirigés par un chef de poste honoraire
- 16 consulats dirigés par un chef de poste de carrière
- 37 consulats dirigés par un chef de poste honoraire, dont 4 sont vacants
  
- 67 agences consulaires, dont 5 sont vacantes
  
- 7 bureaux de coordination DDA dans des pays sans représentation diplomatique ou consulaire de carrière

\* \* \*

## REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITEES A BERNE

A la fin de l'année dernière, 136 chefs de mission étaient accrédités en Suisse dont:

- 74 avec résidence à Berne et
- 62 avec résidence dans un pays tiers

\* \* \*

3003 Bern, den 27. Februar 1990

Fachdienst II  
Service de commissions II

NATIONALRAT  
CONSEIL NATIONAL

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Commission des Affaires étrangères

TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 12. Februar, 17.00 - 21.30, und vom  
13. Februar 1990, 08.00 - 12.30 Uhr, in Bern,  
Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG 3. 89.233 n Pa. Iv. Rechsteiner. Südafrika:  
Sanktionen  
3.1. Anhörung des Initianten  
3.2. Weiteres Vorgehen  
Iv. Pa. Rechsteiner. Sanctions à  
l'encontre de l'Afrique du Sud  
3.1. Audition de l'auteur de l'initiative  
3.2. Poursuite des travaux

(Für die übrigen Traktanden: siehe Hauptprotokoll  
Pour les autres objets de l'ordre du jour: voir  
procès-verbal général)

TEILNEHMER Präsident: H. Bundi

Anwesende Teilnehmer: H. Auer, Frau Bär, Frau Bäumlín,  
HH. Bircher, Burckhardt, Cevey, Dietrich, Euler, Frey  
Walter, Grassi, Frau Grendelmeier, HH. Loretan,  
Petitpierre, Portmann (12.2.), Rychen, Frau Segmüller,  
HH. Wyss Paul (12.2.), Zbinden Paul

Weitere Teilnehmer:

NR Rechsteiner (zur Begründung seiner Initiative)  
H. Wyss, BAWI, EVED

Entschuldigt: HH. Segond, Rohrbasser, Ziegler

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Frau Deuss Geiger (d), H. Dinkelmann (f)

- 1 -

3. 89.233 n Pa.Iv. Rechsteiner. Südafrika Sanktionen  
3. 89.233 n Iv.Pa. Rechsteiner. Sanctions à l'encontre de  
l'Afrique du Sud

### 3.1. Anhörung des Initianten

#### 3.1. Audition de l'auteur de l'initiative

Rechsteiner: Als ich im Juni 1989 meine parlamentarische Initiative für Sanktionen gegen die Apartheid in Südafrika einreichte, konnte ich nicht ahnen, dass sie heute, am 12. Februar 1990, zu einem für Südafrika historischen Zeitpunkt von Ihrer Kommission behandelt wird. Vor zehn Tagen ist der ANC entbannt worden, gestern ist Nelson Mandela, der bekannteste politische Gefangene der Welt, nach fast 28 Jahren Haft freigelassen worden. Es handelt sich um einen historischen Sieg des ANC, der demokratischen Bündnisse und Befreiungsbewegungen in Südafrika, um einen Sieg des Widerstandes, unterstützt von den internationalen Sanktionen, um einen historischen Zeitpunkt für die Durchsetzung der Menschenrechte.

Aber abgesehen davon, dass sich die Kräfteverhältnisse in Südafrika in den letzten dreissig Jahren grundlegend und unumkehrbar verändert haben, ist nichts mehr geschehen als die Wiederherstellung des Zustandes von 1960. Der "Group Areas Act" und der "Population Registration Act", d.h. die Grundpfeiler der Apartheid, sind noch unverändert in Kraft. Die schwarze Mehrheit, 30 Millionen Menschen, hat nach wie vor keine politischen Rechte, es herrschen immer noch die 4 bis 5 Millionen Weissen. Das System der "Homelands" ist nicht aufgehoben. Der Ausnahmezustand ist immer noch verhängt, er ist nur gelockert worden. Die Polizei ist nach wie vor in den "Townships". Die politischen Gefangenen sind noch nicht alle frei, sind teilweise noch ohne Verfahren in Haft.

Die Freilassung Mandelas und die Entbannung

- 2 -

des ANC sind auch ein Erfolg der internationalen Regierungs- und Volkssanktionen, d.h. der internationalen Solidarität mit den demokratischen Bewegungen Südafrikas. Im Unterschied zur Haltung des Bundesrats, der in seiner Einschätzung der Lage weltweit bald allein dasteht, wird weltweit anerkannt, dass die Freilassung Mandelas und die Entbannung des ANC auch eine Folge der Sanktionen, d.h. der Isolierung des Apartheidregimes, sind. Das ist die Einschätzung der westlichen Regierungen, aber auch der internationalen Wirtschafts- und Finanzpresse (Financial Times, NZZ usw.) und nicht zuletzt des südafrikanischen Aussenministers Pik Bothas selbst, der vor etwa einer Woche am südafrikanischen Fernsehen erklärt hat, Südafrika habe angesichts seiner Isolation in der internationalen Staatengemeinschaft gar keine andere Wahl gehabt, als diese Schritte nach vorne zu tun.

Es ist auffallend, wie genau die Schritte der südafrikanischen Regierung mit dem Zeitplan für verschärfte Sanktionen des amerikanischen Präsidenten übereinstimmen. Präsident Bush hatte mit verschärften Sanktionen gedroht, falls die südafrikanische Regierung bis Februar keine substantiellen Massnahmen ergreifen würde. Eine zweite solche Frist hat er übrigens für den Monat Juli gesetzt. Die amerikanische Regierung geht also davon aus, dass auch heute wieder die Gefahr besteht, dass die südafrikanische Regierung auf den Druck von Sanktionen hin zwar Schritte oder Schrittden nach vorne macht, dass sie aber, sobald die Sanktionen aufgehoben werden, wieder zwei oder drei Schritte zurück macht. Diese Gefahr besteht auch heute noch, wenn die internationalen Sanktionen aufgehoben oder gelockert werden.

Die Aufrechterhaltung der internationalen Sanktionen ist auch immer noch der ausdrückliche Wunsch der Befreiungsbewegungen, Gewerkschaften und Kirchen Südafrikas. Nelson Mandela selbst hat gestern nach seiner Freilassung erklärt, die Sanktionen müssten weitergehen, bis die Apartheid abgeschafft sei. Die Sanktionen werden also nicht paternalistisch vom Norden, sondern von der Mehrheit der Südafrikaner selbst

- 3 -

gefordert, und die Frage der Sanktionen bleibt grundsätzlich bis zur Beseitigung der Apartheid aktuell.

Diese parlamentarische Initiative unterscheidet sich von meiner parlamentarischen Initiative vom 9.10.1986 (Südafrikasanktionen. Umgehung durch die Schweiz). Sie wirft Fragen auf, die von den Räten noch nie behandelt worden sind und bedarf deshalb sorgfältiger Prüfung.

Diese Initiative ist für die Schweiz unter zwei Gesichtspunkten von Bedeutung. 1. Die Schweiz spielt bei der Umgehung der Sanktionen anderer Länder immer noch eine führende Rolle, und sie spielt auch bei der Finanzierung der Apartheid immer noch eine zentrale Rolle (Kredite, Gold, Diamanten). In einem Bericht der Uno-Kommission über transnationale Gesellschaften vom letzten Herbst findet sich dazu die pointierte Bemerkung, die Schweizer Grossbanken hätten in Krisensituationen für die Apartheid immer wieder wie ein Sauerstoffzelt gewirkt. Rückblickend können wir immerhin feststellen, dass dieses Sauerstoffzelt für den Patienten nicht ausgereicht hat. Zudem spielt die Schweiz auch auf dem Gebiet des Handelsverkehrs mit Südafrika eine zunehmend bedeutende Rolle, sie führt auch Produkte aus Südafrika ein, für die andere Staaten sogenannte konvergente Massnahmen getroffen haben (Eisen, Stahl, Kohle).

2. Es muss - und das ist neu - heute darüber nachgedacht werden, wieweit sich die Beteiligung der Schweiz an menschenrechtsorientierten Sanktionen mit ihrer Neutralität vereinbaren lässt und wie eine Beteiligung der Schweiz an solchen Sanktionen unter dem Gesichtspunkt ihrer aussenpolitischen Verfassungsgrundsätze zu beurteilen ist. Diese beiden Fragen müssten neu beurteilt werden, und zwar nicht zuletzt auch im Hinblick auf die europäischen Integration. In seinem Bericht vom 24.8.1988 hält der Bundesrat lakonisch fest, eine Beteiligung der Schweiz an Sanktionen wäre neutralitätswidrig. Es spricht vieles dafür, dass diese Frage heute nuancierter beurteilt werden müsste. Es gibt heute Verfassungs- und Staatsrechtler, die die Auffassung vertreten, menschenrechtsorientierte Sanktionen

liessen sich unter Umständen durchaus mit der schweizerischen Neutralität vereinbaren. Die demonstrative Nichtbeteiligung an menschenrechtsorientierten Sanktionen kommt nämlich mindestens faktisch einer Stellungnahme zugunsten des sanktionierten Regimes gleich. Der Bundesrat hat übrigens 1981 in seinem Unobericht selbst geschrieben, die Beteiligung der Schweiz an Sanktionen stelle nicht grundsätzlich einen Verstoss gegen die Neutralität dar, diese Frage müsse von Fall zu Fall geprüft werden. Wenn es sich herausstellen sollte, dass die Beteiligung der Schweiz an menschenrechtsorientierten Sanktionen den Verfassungsgrundsätzen unserer Aussenpolitik nicht widerspricht, ja dass sie aufgrund dieser Verfassungsgrundsätze (Menschenrechtsorientiertheit unserer Aussenpolitik) sogar geboten sind, müsste sich die Schweiz mindestens den - bescheidenen - Sanktionen der EG anschliessen.



- 5 -

Was erwarte ich von der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten bei der Prüfung meiner Initiative? 1. Es müsste grundsätzlich die Frage geprüft werden, wie es die Schweiz mit der Beteiligung an menschenrechtsorientierten Sanktionen zu halten hat, und zwar mit Blick auf die EG-Kompatibilität (Südafrikasanktionen der EG) und auf die Grundsätze der Bundesverfassung.

2. Die neuesten Entwicklungen in Südafrika machen eine neue Standortbestimmung der schweizerischen Südafrikapolitik notwendig.

3. Heute ist ein kritischer Rückblick auf die schweizerische Haltung der letzten Jahre und Jahrzehnte fällig. Es ist die enge Beziehung der Schweiz zu den weissen Herren Südafrikas, der diesen Rückblick nötig macht. Ihre Herrschaft ist über kurz oder lang am Untergehen, und nicht nur die internationale Gemeinschaft, sondern auch die schwarze Mehrheit, die früher oder später die Macht übernehmen wird, hat die Schweiz eng an der Seite des Apartheidregimes wahrgenommen. Zu dieser kritischen Aufarbeitung gehört auch die Aufarbeitung des dunklen Kapitels der geheimdienstlichen Zusammenarbeit der Schweiz mit Südafrika. In der Presse, aber nicht nur in der Presse, ist immer wieder die Vermutung geäussert worden, es sei zwischen der Schweiz und Südafrika zu Geheimabkommen, geheimdienstlicher Zusammenarbeit und Nachrichtenaustausch gekommen. Solche Zeitungsmeldungen sind nie dementiert worden. Ich halte es für notwendig, dass sich die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates mit dieser Frage befasst. Dass Schweizer Journalisten im Auftrage der Una bei einer Reise nach Mosambik die Bewaffnung des Frelimo studieren, macht für den schweizerischen Geheimdienst nur einen Sinn als Zusammenarbeit mit dem südafrikanischen Geheimdienst (Andreas Kohlschütter, Weltwoche).

Portmann: (Zu Rechsteiner) Wer sind die Völkerrechtsprofessoren, auf die Sie sich berufen? Gehen sie

- 6 -

von unserem Verständnis der Neutralität aus?

Mühlemann: (Zu Rechsteiner) Diese parlamentarische Initiative könnte man überschreiben "Alle Jahre wieder". Seit 1983 habe ich in dieser Sache 24 Interventionen gezählt, 6 von Herrn Rechsteiner, 5 von Herrn Braunschweig, 4 von Herrn Ziegler. Alle Ihre Vorstösse sind vom Parlament mit eindeutigen Mehrheiten abgewiesen worden. Sie haben im Parlament erklärt: "Dann muss ich auf die Strasse gehen." Sie sind auf die Strasse gegangen. Sie haben alles, was Ihnen das öffentliche Leben bietet, ausgeschöpft bis zum letzten und reichen nun noch eine parlamentarische Initiative ein.

Ich staune, mit welcher - ich sage es milde - Keckheit Sie heute behaupten, es hätte sich nichts geändert, wo Sie doch meines Wissens nie in Südafrika waren, d.h., die schwierigen Verhältnisse in diesem Land noch nie mit eigenen Augen gesehen haben. Wir haben es Ihnen oft erklärt: Die Situation in Südafrika ist eine schwer lösbare. In Südafrika stehen 26 Millionen Schwarze 4 bis 5 Millionen Weissen gegenüber, die zufälligerweise in dieses Land gekommen sind und eine Apartheid geschaffen haben, die zwar niemand auf der Welt wirklich akzeptieren kann, die man aber auch nicht von einem Tag auf den andern ändern kann. Es geht darum, in einem ersten Schritt die persönliche Apartheid zu beseitigen. Und wer in Südafrika war, muss bezeugen, dass in dieser Beziehung beträchtliche Fortschritte erzielt worden sind. Der wichtige zweite Schritt bildet die Beseitigung der politischen Apartheid, von unten beginnend, d.h. von den Gemeinden bis zu Parlament und Regierung. Dieser zweite Schritt ist ausserordentlich schwierig, aber es ist erstaunlich, wie reif die weisse Bevölkerung gehandelt hat: Sie hat einen Regierungschef gewählt, der in relativ kurzer Zeit deutliche Fortschritte ermöglicht hat. Das hat sogar Jesse Jackson - er war dort - bezeugt.

Die Schweiz - auch ihre Wirtschaft - hat nie einen Hehl daraus gemacht, dass die Apartheid unerträglich

- 7 -

ist. Und wenn Nelson Mandela heute - zu Recht - frei ist, ist das nicht einfach auf Sanktionen, sondern auch auf unzählige Gespräche zurückzuführen, die mit den weissen Herren geführt worden sind.

Die Sanktionen lehnen wir nicht nur aus neutralitätspolitischen Gründen ab. Sanktionen treffen von den 30 Millionen Südafrikanern die Aermsten, d.h. die 10 Millionen Schwarzen, die nicht mehr in ihrem Stammesverband, sondern in den Slums von Johannesburg und Kapstadt leben. Ihnen muss unmittelbar karitativ geholfen werden. Wir haben mit der Ablehnung Ihrer Interventionen immer wieder Entwicklungsvorhaben auch unseres Landes gefordert, zwei Vorhaben werden glücklicherweise durchgeführt.

Wenn Sie heute, ausgerechnet zum Zeitpunkt, zu dem die Verhandlungen beginnen, d.h. Chancen bestehen, dass die politische Apartheid beseitigt werden kann, nochmals den Ladenhüter Sanktion ausgraben - und was Sie vorschlagen, ist ein totaler Boykott - helfen Sie niemandem. Wer zu spät kommt, den straft das Leben. Sie sollten Ihre parlamentarische Initiative zurückziehen und sich darüber freuen, dass es mit der Beseitigung der Apartheid doch schneller vorwärtsgeht, als wir erwartet hatten.

- 8 -

Ich bin überrascht, dass Sie unsere Kommission trotz der vielen hängigen Probleme (Europa, Osteuropa, Dritte Welt) verpflichten wollen, sich mit dem Sonderproblem des Nachrichtendienstes in Mosambik zu beschäftigen.

Rychen: (Zu Rechsteiner) Im Rahmen ihrer Wirtschaftsbeziehungen befolgt die Schweiz den Grundsatz der Universalität, der sich übrigens auf politische Beschlüsse abstützt. Eine Ausnahme bildet das Kriegsmaterialausfuhrgesetz, das gewisse Massstäbe ansetzt (Spannungsgebiete, Menschenrechte usw.) Wollen Sie diesen Grundsatz an einem Beispiel durchbrechen

Warum fordern Sie keine Sanktionen gegen Nordkorea oder Kuba, Länder, in denen die Menschenrechte auch nicht eingehalten werden? Ihre Sicht scheint mir einseitig. Im übrigen stelle auch ich mich konsequent gegen die Apartheid, bin aber überzeugt, dass Ihre Initiative zum heutigen Zeitpunkt kontraproduktiv ist. Würden Sie diese Initiative angesichts der neuesten Entwicklungen in Südafrika heute noch einmal einreichen?

Burckhardt: Ich habe Südafrika während drei Wochen intensiv besucht, um mich im Detail ins Bild zu setzen. Der Abbau der weiss-schwarzen Apartheid geht voran, und zwar nicht nur wegen den Sanktionen, sondern vor allem weil die Industrialisierung die weisse Bevölkerung dazu zwingt. Aber in Südafrika droht auch die schwarz-schwarze Apartheid. Nelson Mandela steht M.G. Buthelezi gegenüber, der über 6 Millionen Zulu verfügt. Ein grosses Problem wird sein, ob diese beiden Männer sich zusammenfinden können.

Ein anderes grosses, vielleicht sogar ausschlaggebendes Problem Südafrikas ist die Arbeitslosigkeit. Soweto hat von 1986 bis heute 600 000 bis 700 000 Flüchtlinge aus Nachbarländern aufnehmen müssen. Auf eine Mauer des Palastes von Erzbischof Tutu hat jemand geschrieben: "We don't want vote

- 9 -

- we want jobs." Wenn es Südafrika nicht gelingt, ohne Blutvergiessen und ohne Eklat den sozialen Frieden zu finden, wird es - und es mutet schon heute etwas wie ein Gefängnis an - langsam zu einem Vakuum, und wenn Südafrika wirtschaftlich gesehen zu einem Vakuum wird, ist ganz Afrika in höchster Gefahr. Apartheid ist die grösste geschichtliche Dummheit seit dem Zweiten Weltkrieg, aber ich bitte Sie, nicht aus den Augen zu verlieren, dass die Geschichte ganz Schwarzafrikas aufs engste mit der Geschichte Südafrikas verbunden ist.

Frau Bär: (Zu Mühlemann) Ich halte es für sehr unerspriesslich und auch für unfair, einem Parlamentarier vorzuwerfen, er unterbreite einen Vorschlag "alle Jahre wieder".

(Zu Mühlemann) Herr Sager hat sich geschworen, nie nach Russland zu reisen, solange die Verhältnisse dort nicht ändern. Kein Mensch verfällt auf die Idee, ihm deshalb seine Kompetenz oder das Recht, über Mittel- und Osteuropa zu sprechen und zu schreiben, abzusprechen.

Wir machen es uns zu einfach, wenn wir es dabei belassen, "alle Jahre wieder" unsere Argumente auszutauschen, ohne je eine breitere und fundiertere Grundsatzdebatte zu führen. Gerade mit der Frage, ob sich menschenrechtsorientierte Sanktionen mit der Neutralität vereinbaren lassen, muss sich unsere Kommission, muss sich unser Parlament befassen. Vergessen Sie nicht, dass die amerikanischen Demokraten vehement die Meinung vertreten, die Sanktionen gegen Südafrika dürften zum heutigen Zeitpunkt nicht aufgehoben werden, damit der bis heute erreichte Fortschritt nicht einfach in sich zusammenfällt, damit die Menschenrechte in Südafrika tatsächlich verwirklicht werden. Ich schlage vor, wir führen eine Anhörung durch, beispielsweise mit einem Professor des Völkerrechts - ich denke etwa an Herrn Professor Kälin der Universität Bern - und mit einem Universitätsprofessor, der diese Staaten auch bereist hat - dabei denke ich etwa an Herrn Professor Tschopp der Universität Genf.

- 10 -

Auer: (Zu Rechsteiner) Warum fordern Sie Sanktionen nicht nur bis "zur Abschaffung der Apartheid", sondern bis "zur Einführung der Demokratie"? In Indien ist die Rassendiskriminierung viel schlimmer als in Südafrika, aber formal ist Indien eine Demokratie.

Können Sie sich eine Demokratie in Südafrika mit der Mehrheit der Zulu vorstellen? Wer in Südafrika unter vier Augen mit schwarzen Nichtzulus spricht, dem wird gesagt: Die Weissen sind zwar nicht zu ertragen, aber die Zulus wären noch schlimmer. Wieviele Demokratien gibt es in Afrika?

Warum fordern Sie nicht auch Sanktionen gegen Burma, Chile, Indonesien, China? Wo ziehen Sie die Grenzen? Ich sehe den Unterschied zwischen Südafrika und anderen Diktaturen darin, dass die Weissen in Südafrika eine funktionierende Demokratie haben, dass sie Christen sind und dass sie Weisse sind.

- 11 -

Frau Grendelmeier: Ich bin wahrscheinlich im Gegensatz zu den meisten Anwesenden nicht grundsätzlich gegen Sanktionen. Ich finde es etwas merkwürdig, dass wir zwar die Apartheid ablehnen, das aber ausserhalb unserer Beziehungen zu Südafrika setzen möchten.

(Zu Rychen) Würden Sie denn Sanktionen gegen China oder Kuba zustimmen? Wohl kaum, dazu sind die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz zu gross.

(Zu Burckhardt) Die schwarz-schwarze Apartheid ist ein Folge der weissen Apartheid. Und mit jeder Entwicklung dieser Art ist die Gefahr von Entgleisungen, von Eruptionen verbunden, denken Sie etwa an Rumänien.

(Zu Rechsteiner) Glauben Sie, dass es zum heutigen Zeitpunkt richtig ist, diese parlamentarische Initiative zu lancieren? Wäre es nicht besser, abzuwarten und erst dann aktiv zu werden, wenn es sich erweisen sollte, dass in Südafrika doch wieder nichts geschieht?

Grassi: (Zu Rechsteiner) Können Sie uns Angaben zu den Auswirkungen der bisherigen Sanktionen, insbesondere der USA, auf die Wirtschaft Südafrikas, d.h. auf Beschäftigung, Berufsbildung, Entstehung neuer Industrien, neuer Arbeitsplätze usw., machen?

Wyss Paul: Ich schlage vor, jedes Kommissionsmitglied, das sich zu Wort meldet, gibt bekannt, wann es in Südafrika war und mit wem es dort gesprochen hat.

Zbinden: Ich hatte in Südafrika etwa 60 Treffen, mit Schwarzen, Coloured und Weissen, mit Buthelezi und andern Oppositionsführern. Ich habe auch Tansania, Ruanda und Kenia besucht.

(Zu Rechsteiner) Ich habe heute morgen mit

- 12 -

einem Schweizer in Johannesburg etwa eine halbe Stunde lang telephonierte, in der Sorge um die Zukunft Südafrikas. Er hat gesagt: "Um Gottes willen, jetzt keinen zusätzlichen Druck. Jetzt muss alles getan werden, um die Beruhigung und den Ausgleich zu fördern. Helft uns jetzt, die Reformen durchzuführen." Was sagen Sie dazu?

Frau Bäumlín: Ich war noch nie in Südafrika.

(Zu Auer) Herr Burckhardt hat gesagt:

"Buthelezi verfügt über 6 Millionen Zulu. Das ist Paternalismus. Genau deshalb ist die zweite Zeitangabe in dieser parlamentarischen Initiative (bis zur Einführung der Demokratie) so wichtig. Zum heutigen Zeitpunkt wird die Apartheid zwar etwas aufgelockert, zu einem Ständesystem gewissermassen, aber ein Ständesystem hat mit einer Demokratie nichts gemeinsam. Genau deshalb ist es heute wichtig, die alte Forderung der Schwarzen "one man - one vote" oder "one woman - one vote" wieder aufzunehmen.

(Zu Rechsteiner) Mandela hat heute gesagt, er verstehe die Ängste der weissen Minderheitsregierung. Wie stellen Sie sich dazu?

Portmann: Ich kenne Südafrika auch ein bisschen aus eigener Anschauung.

(Zu Rechsteiner) Kann die "Urban Foundation" im Hinblick auf die Abschaffung der Apartheid helfen, ohne negative Folgen zu haben?



M. Cevey.

Je ne suis pas sûr que les leçons que l'on nous ressert soient toujours d'actualité.

J'ose croire que personne dans cette salle n'en arrive à souhaiter l'échec des efforts de M. De Klerk.

Monsieur Rechsteiner, votre initiative date du 15 juin 1989. Tant de choses se sont passées en Afrique du Sud jusqu'à la libération de Mandela hier, qu'aujourd'hui, certains Etats envisagent de lever leurs sanctions: les déclarations du président Bush lui-même sont en faveur de l'annulation des sanctions prises à l'époque par le Congrès; la France socialiste se prépare d'ailleurs à faire de même. Alors, Monsieur Rechsteiner, est-ce bien le moment d'interdire de nouveaux crédits à l'Etat ou aux entreprises, ainsi que l'aide aux investissements, d'interdire les importations d'or, de diamants, de charbon, de fer, d'acier, de produits agricoles, bref, de tout ce qui est susceptible d'assurer quelque gagne-pain au peuple sud-africain et pas seulement de garantir au gouvernement les possibilités d'équilibrer une économie détériorée? Est-ce vraiment le moment d'interdire à notre pays de fournir de la technologie? Est-ce le moment d'isoler ce pays en interdisant à nos avions d'y atterrir? Est-ce vraiment le moment de punir tout un peuple et non plus les dirigeants de ce peuple, alors que tant d'efforts devront être accomplis par ces mêmes dirigeants d'aujourd'hui et de demain, afin de rétablir la situation économique, fournir du travail aux masses populaires qui bénéficieront enfin de la reconnaissance de leur dignité d'hommes et de citoyens? C'est formellement que je vous demande de répondre à cette question. Avez-vous réellement le sentiment que votre initiative, surtout dans sa manière absolue et sa formulation exclusive à l'encontre de toute éventualité de redéveloppement de l'économie sudafricaine, doit être maintenue et sanctionnée par un vote du Parlement? En dépit des explications quelque peu tortueuses de certaines de vos collègues, je me sens obligé de vous demander pourquoi l'Afrique du Sud doit être la seule cible, alors que tant reste à faire dans tant d'autres pays pour rétablir la démocratie? A l'Est, les communistes eux-mêmes avouent leur échec: ils reconnaissent les exactions, les contraintes ordonnées, appliquées contre la démocratie, les atteintes aux droits de l'homme dont les anciens dirigeants se sont rendus coupables; au moment où eux-mêmes, si je puis dire, passent aux aveux, eh bien! vous continuez à vous tourner essentiellement contre l'Afrique du Sud. Pourquoi, plutôt que de persister à condamner ce pays, n'avez-vous pas tenté ni essayé une seule fois de dissuader les responsables de votre parti d'envoyer à tous azimuts des télégrammes de félicitations, déjà avant 1989, que ce soit vers la Roumanie de Ceausescu, que ce soit vers la RDA d'Heinrich Honecker, etc. Telles sont les questions auxquelles je souhaite que vous répondiez.

Rechsteiner: Wer zu spät kommt, den straft das Leben. Wie können heute Mitglieder der Kommission für auswärtige Angelegenheiten, vielleicht nach einer Reise in Südafrika, noch hingehen und Sanktionen mit dem Wohl der Schwarzen verknüpfen? Alle relevanten Organisationen der Schwarzen, seien es die demokratischen Bündnisse, die Befreiungsbewegungen, die Gewerkschaften - sie müssten eigentlich am besten wissen, weshalb sie für Sanktionen sind - oder die Kirchen, fordern Sanktionen. Das ist das Kriterium. Wir haben nicht von der Schweiz aus zu beurteilen, ob Sanktionen angebracht sind oder nicht. Diese Organisationen machen sich im übrigen keine Illusionen über nachteilige Auswirkungen der Sanktionen. Es ist aber erwiesen, - ich verweise auf die entsprechenden Studien - dass Sanktionen gegen Südafrika vor allem eine Auswirkung haben: Sie bedrohen die Privilegien der weissen Minderheit. Sanktionen treffen also nicht in erster Linie die schwarze Mehrheit, sondern die weisse Minderheit. Gestehen Sie endlich den Organisationen der Schwarzen das Recht zu, für sich selber zu sprechen. Die Organisationen der Schwarzen wollen die Abschaffung der Apartheid, und das ist nur mit Druck, d.h. mit Sanktionen, möglich. Das wissen die Organisationen der Schwarzen, das weiss die internationale Staatengemeinschaft.

(Zu Portmann) Es gibt positive Massnahmen, die die Apartheid begünstigen oder mindestens nicht geeignet sind, die Abschaffung der Apartheid zu fördern. Gewisse Projekte der "Urban Foundation" sind unter diesem Gesichtspunkt als problematisch zu beurteilen. Andere schweizerische Fianzierungsprojekte sind hingegen sehr positiv zu beurteilen, insbesondere Finanzierungsprojekte der Kirchen. Vergessen Sie nicht: Es sind immer noch Gesetz des Apartheidregimes in Kraft, die vor zwei Jahren im Zuge der Repressionswelle erlassen worden sind und deren Zweck es ist, solche positiven Massnahmen der USA und der EG zu verhindern. Beispielsweise ist das Finanzieren von schwarzen Zeitungen immer noch bedroht. Sehr positiv zu bewerten ist die Tatsache, dass die Schweiz das Treffen zwischen Vertretern der weissen Geschäftswelt und des ANC mitfinanziert

hat.

(Zu Rychen) Die menschenrechtsorientierten Sanktionen der westlichen Staatengemeinschaft richten sich nicht von ungefähr gegen Südafrika. Es gibt international anerkannte Grundsätze des Völkerrechts, einen internationalen Standard gewissermassen, den man auch in der Schweiz zur Kenntnis nehmen müsste. Es gibt einen Kerngehalt der Menschenrechte, bei dem das normalerweise geltende Nichteinmischungsgebot unter den Völkern nicht gilt. Grundätzlich haben die Nationen nicht die Möglichkeit, sich in die inneren Angelegenheiten der übrigen Länder einzumischen. Dieses Einmischungsverbot gilt aber im Falle des Verstosses gegen gewisse fundamentale Menschenrechte nicht, ja unter Umständen kann in diesem Fall sogar ein Einmischungsgebot entstehen. Das gilt für die systematische Rassendiskriminierung, den Völkermord, die Sklaverei. Es gibt bestimmte Gründe, warum sich die internationale Staatengemeinschaft auf diese Punkte geeinigt hat und deshalb auf die übrigen Menschenrechtsverletzungen nicht mit Sanktionen, sondern nur mit Verurteilungen antworten kann.

- 16 -

(Zu Auer) Die Sanktionen sind an die Abschaffung der Apartheid geknüpft, die Abschaffung der Apartheid an die Einführung der Demokratie (politisches Stimmrecht und demokratische Grundrechte für die Schwarzen). Auch die Sanktionsbeschlüsse anderer Länder sind so formuliert. Wenn es zu Verhandlungen kommt, stehen Sanktionen kaum mehr so zur Diskussion. Aber heute sind die Vorbedingungen des ANC für Verhandlungen noch nicht erfüllt. Es fällt allerdings auf, dass die Konzessionen Frederik de Klerks in Richtung auf die Forderungen des ANC gehen.

(Zu Burckhardt) Sanktionen hatten nie ein anderes Ziel, als Blutvergiessen zu vermeiden. Die Situation in Südafrika ist sehr explosiv, und Sanktionen sind das einzige geeignete nichtmilitärische Mittel, mit dem Verhandlungen herbeigeführt werden können. Gespräche allein nützen nichts, militärische Mittel bedeuten Blutvergiessen. Sanktionen hingegen sind geeignet, eine friedliche Lösung herbeizuführen.

(Zu Mühlemann) Wer zu spät kommt, den straft das Leben. Sie haben meines Erachtens nicht zur Kenntnis genommen, was sich in Südafrika bewegt hat. Es ist nicht so, dass Sanktionen nichts bewirken. Das haben inzwischen sowohl die internationale Finanzpresse als auch die internationale Staatengemeinschaft zur Kenntnis genommen.

(Zu Rychen und Frau Grendelmeier) Ich fände den heutigen Zeitpunkt beispielsweise für eine Abstimmung über meine Initiative im Plenum nicht sehr geeignet. Aber ich kann die Initiative nicht zurückziehen, weil die Organisationen der Schwarzen in Südafrika fordern, dass der Druck auf das Apartheidregime nicht nachlässt. Ich gehe davon aus, dass über meine Initiative zu einem Zeitpunkt abgestimmt wird, zu dem die Entwicklung in Südafrika abzusehen ist. Sollte diese Entwicklung ins Stocken geraten, bleibt sie hochaktuell, sollte es zu Verhandlungen kommen, die diesen Namen verdienen (Abschaffung der Apartheid), wird sie obsolet.

- 17 -

Mühlemann: (Zu Rechsteiner) Wenn ich sage, Sie kämen zu spät, meine ich damit, dass es heute Zeit ist, die Politik der Bestrafung zu beenden und mit einer Politik der Ermutigung zu beginnen, und das sowohl für die Weissen als auch für die Schwarzen.

### 3.2. Weiteres Vorgehen

#### 3.2. Poursuite des travaux

Rychen: Ich unterstütze den Antrag Bär (Anhörung), aber losgelöst von der parlamentarischen Initiative Rechsteiner. Was die parlamentarische Initiative Rechsteiner anbelangt, beantrage ich, dass wir heute abstimmen.

Bircher: Ich beantrage, dass wir den Entscheid über die parlamentarische Initiative Rechsteiner aussetzen, um vorher die von Frau Bär beantragte Anhörung durchzuführen.

Zbinden: Ich stelle den Ordnungsantrag, dass wir in einer ersten Abstimmung über den Antrag Bär, in einer zweiten Abstimmung über die parlamentarische Initiative Rechsteiner abstimmen.

#### Abstimmungen - votes

Für die Anträge Bär/Bircher: 6 Stimmen

Dagegen: 13 Stimmen

Der Initiative Folge geben: 6 Stimmen

Der Initiative keine Folge geben: 13 Stimmen

3003 Bern, den 27. Februar 1990

Fachdienst II  
Service de commissions II

NATIONALRAT  
CONSEIL NATIONAL

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Commission des Affaires étrangères

TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 12. Februar, 17.00 - 21.30, und vom  
13. Februar 1990, 08.00 - 12.30 Uhr, in Bern,  
Parlamentsgebäude, Zimmer 87

- TAGESORDNUNG
4. 89.593 Motion Scheidegger vom 19.9.1989. Ständige  
Kommission für Entwicklungsfragen.  
Stellungnahme  
Motion Scheidegger du 19.9.1989. Commission  
permanente chargée des problèmes de  
développement. Avis
5. 89.768 Motion Zbinden Hans vom 13.12.1989.  
Europafrage. Entsprechende Anpassung der  
Parlamentsorganisation  
Motion Zbinden Hans du 13.12.1989. Question  
européenne. Adaptation de l'organisation du  
Parlement

(Für die übrigen Traktanden: siehe Hauptprotokoll  
Pour les autres objets de l'ordre du jour: voir  
procès-verbal général)

TEILNEHMER

Präsident: H. Bundi

Anwesende Teilnehmer: H. Auer, Frau Bär, Frau Bäumlin,  
HH. Bircher, Burckhardt, Cevey, Dietrich, Euler, Frey  
Walter, Grassi, Frau Grendelmeier, HH. Loretan,  
Petitpierre, Portmann (12.2.), Rychen, Frau Segmüller,  
HH. Wyss Paul (12.2.), Zbinden Paul

Entschuldigt: HH. Segond, Rohrbasser, Ziegler

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Frau Deuss Geiger (d), H. Dinkelmann (f)

4. 89.593 Motion Scheidegger vom 19.9.1989. Ständige Kommission für Entwicklungsfragen. Stellungnahme
4. 89.593 Motion Scheidegger du 19.9.1989. Commission permanente chargée des problèmes de développement. Avis
5. 89.768 Motion Zbinden Hans vom 13. Dezember 1989. Europafrage. Entsprechende Anpassung der Parlamentsorganisation. Stellungnahme
5. 89.768 Motion Zbinden du 13 décembre 1989. Question européenne; adaptation de l'organisation du Parlement. Avis

M. Petitpierre.

MM. Scheidegger et Zbinden n'ont pas évoqué le système des sous-commissions ou des sous-délégations (Etats-Unis, Conseil de l'Europe). La création de nouvelles commissions est de nature à nous surcharger. On pourrait même envisager des regroupements par-dessus les commissions.

Exemple: une sous-commission Europe constituée de 4 délégués de la Commission des Affaires étrangère et 4 délégués de la Commission des Affaires économiques.

Grassi: Es besteht nicht nur die Möglichkeit der Subkommissionen, es besteht auch die Möglichkeit der erweiterten Kommissionen (Delegieren von Kommissionsmitgliedern in andere Kommissionen für bestimmte Fragen).

Frau Grendelmeier: Ich schliesse mich dem Vorschlag Petitpierre an. Einem solchen Europaausschuss könnten beispielsweise je zwei Mitglieder der Kommission für auswärtige Angelegenheiten, der Wirtschaftskommission und der Delegation beim Europarat angehören. Ich stimme Herrn Zbinden Hans grundsätzlich zu: Es hat etwas zu geschehen, die Frage ist nur wie.

Frau Bäumlín: Wann werden wir im Nationalrat endlich eine fundierte, umfassende, grundsätzliche, nicht nur wirtschaftliche aussenpolitische Debatte über Europa führen? Danach müssen wir die für uns notwendigen Instrumente ausrichten. Dazu scheint mir die Motion Zbinden Hans geeignet. Ein Ausschuss ist flexibel, institutionalisiert sich nicht und kann die globale Europadebatte im Nationalrat vorbereiten - einschliesslich Zeitplan.

Aehnliches gilt für die Motion Scheidegger. weil wir sonst Gefahr laufen, dass der Nord-Süd-Konflikt ins Hintertreffen gerät.

Mühlemann: Es müssen sich so viele Parlamentarier wie nur möglich mit der Europafrage beschäftigen können. Deshalb halte ich es für positiv, dass in mehreren Kommissionen über dieses Thema gesprochen wird. Die Frage ist nur, wie effizient unsere Arbeit ist: Es ist beschämend, dass aussenpolitische Debatten im Plenum spät am Abend oder am Freitag morgen geführt werden. Daran könnte ein Ausschuss, wie ihn Herr Petitpierre vorgeschlagen hat, etwas ändern, wenn er unter dem Präsidium des Ratspräsidenten stehen würde. Die Lösung, dass sich gewisse



Mitglieder der einzelnen Kommissionen über die Parteien hinweg zusammenfinden, d.h. der Vorschlag Petitpierre, scheint mir immer noch eine gute und mögliche Form der Organisation unserer Arbeit zu sein.

Zbinden Paul: Die beiden Motionen sind gerechtfertigt. Gewisse Fragen, und das sind nicht nur die Fragen der europäischen Integration und der Entwicklungszusammenarbeit, müssen von Arbeitsgruppen behandelt werden können, denen Vertreter von zwei oder drei Kommissionen angehören. Mit neuen ständigen Kommissionen hingegen kann das gegenwärtige Problem nicht gelöst werden. Vor drei Jahren haben Vertreter der GPK und der Finanzkommission Fragen der Entwicklungszusammenarbeit erörtert und aus ihrer gemeinsamen Arbeit Schlussfolgerungen gezogen. Das muss wiederholt werden, sei es in Sachen Entwicklungszusammenarbeit oder Europapolitik. Gerade was die Europapolitik anbelangt befürchte ich ein gewisses Seilziehen zwischen der Kommission für auswärtige Angelegenheiten und der Wirtschaftskommission. Das darf nicht geschehen. Solche gemischten Ausschüsse müssten institutionalisiert werden.

Frau Segmüller: Ich möchte Sie davor warnen, neue ständige Kommissionen zu schaffen. Es ist unbestritten, dass, was die Entwicklungszusammenarbeit anbelangt, das Bedürfnis besteht, die Problematik von zwei Seiten anzugehen. In diesem Sinne scheint mir der Weg, den Herrn Petitpierre aufgezeigt hat, durchaus gangbar.

(Zu Zbinden Paul) Die Zusammenarbeit zwischen einem Ausschuss der GPK und der Finanzkommission in Sachen Entwicklungszusammenarbeit war damals richtig, heute müssten es Ausschüsse aus der Kommission für auswärtige Angelegenheiten und der Wirtschaftskommission sein.

M. Cevey.

Il faut absolument éviter de créer une nouvelle commission permanente.  
Il s'agit surtout d'un problème de coordination:

Commission des Affaires étrangère  
Commission des Affaires économique  
Délégation pour le Parlement européen  
Délégation auprès du Conseil de l'Europe  
Délégation auprès de l'AELE

Je souscris à l'idée de sous-commissions qui pourraient se réunir et constituer une commission ad hoc.  
Je complète cette suggestion par la proposition suivante: le président du conseil intéressé (ou les deux) devrait réunir, lorsqu'un objet concerne l'ensemble des sous-commissions, les présidents de ces mêmes sous-commissions et décider avec eux de la procédure à appliquer. Neuf fois sur dix, l'efficacité exigera de former une commission ad hoc.

- 5 -

Rychen: Auch ich wende mich gegen die Schaffung von neuen ständigen Kommissionen. Hingegen scheint es mir richtig, einen Ausschuss zu bilden. Den Voten Petitpierre und Segmüller kann ich mich anschliessen. Ich möchte anregen, dass die Kommission für auswärtige Angelegenheiten und die Wirtschaftskommission in nächster Zeit vermehrt gemeinsame Informationstagungen durchführen, und es schiene mir auch richtig, dass die Bundesräte des EDA und des EVD an solchen Tagungen gemeinsam auftreten.

Bircher: Mir scheint es etwas gefährlich, einen Ausschuss einzusetzen, der sich nicht nur formell, sondern auch materiell mit der Europafrage auseinandersetzt. Mit dieser Frage müssten sich möglichst viele Parlamentarier auseinandersetzen können, damit sie sich den Fragen, die im Volk und in den Parteien an sie gerichtet werden, auch stellen können. Das Unodebakel darf sich nicht wiederholen.

Euler: Der nötige Austausch kann durch gemeinsame Informationstagungen oder durch erweiterte Kommissionen bewerkstelligt werden.

Zum Vorschlag Petitpierre. In den USA gibt es zwei grosse, in der Schweiz eine Vielzahl von Parteien. In der Schweiz wären in solchen Ausschüssen zwar die grossen, vielleicht noch die mittleren, aber wohl kaum die kleinen Parteien vertreten. Ich möchte Sie deshalb bitten, diese Frage nicht übers Knie zu brechen, d.h., sie nicht heute zu entscheiden, sondern auf morgen oder die nächste Sitzung zu verschieben.

Mühlemann: Wir wollen keine neuen ständigen Kommissionen schaffen, wir wünschen einen Koordinationsausschuss, der dafür sorgt, dass gewisse Fragen schneller behandelt werden können.

- 6 -

Rychen: Ich beantrage, dass unsere Kommission nach dieser Sitzung dem Büro unseren Wunsch unterbreitet, es sei ein Koordinationsausschuss (nach dem Vorschlag Herrn Petitpierres) zu schaffen. Die materiellen Entscheidungen müssten aber nach wie vor von den ständigen Kommissionen als Antrag an das Plenum getroffen werden.

Ich beantrage, dass die Präsidenten der Kommission für auswärtige Angelegenheiten und der Wirtschaftskommission zusammen mit den Vorstehern des EDA und des EVD die Frage klären, ob mehr Informationstagungen durchgeführt werden können.

Wyss Paul: In einer solchen Konsultativkommission zuhanden der Vorsteher des EDA und des EVD müsste - aus Gründen der Arbeitseinsparung - auch der Ständerat vertreten sein. Aus diesem Grund sollten wir diese Frage noch nicht heute entscheiden. Sicher ist, dass wir alle viel schneller und viel besser informiert werden müssen. Die Mitglieder der Wirtschaftskommission und der Kommission für auswärtige Angelegenheiten könnten zusammen informiert werden, aber getrennt beraten. Falls Entscheide nötig würden, könnten ad-hoc etwa drei oder vier Mitglieder in eine Subkommission zuhanden der Vorsteher des EDA und des EVD delegiert werden.

Burckhardt: Ich kann mich einem Ausschuss im Sinne Herrn Wyss' anschliessen. Aber wie werden die Mitglieder eines solchen Ausschusses bestimmt? Nach dem Prinzip des Parteienproporz?

Zbinden Paul: Die Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten und die Wirtschaftskommissionen beider Räte können gemeinsam ein Seminar zur Europapolitik durchführen. Dazu

- 7 -

brauchen wir keine Reglement zu ändern. Aber das ist nicht das Anliegen der Motionäre. Sie schlagen vor, gemischte Ausschüsse zu bilden, die sich aus Vertretern verschiedener ständiger Kommissionen zusammensetzen und die zusammentreten, um konkrete Sachfragen zu erörtern - beispielsweise Fragen der Entwicklungszusammenarbeit. Es geht also um die Koordination in der Sachfrage.

Präsident: Die heutige Organisation scheint mir nicht allzu schlecht. Heute sind verschiedene Parlamentarier Mitglieder mehrerer Kommissionen bzw. Delegationen, und ich teile die Auffassung Herr Mühlemanns, dass - beispielsweise im Hinblick auf die Abstimmung über den EWR - in solchen Kommissionen und Delegationen möglichst viele Parlamentarier vertreten sein sollten.

Ich fasse abschliessend zusammen. Wir sind alle der Auffassung, dass die Motionen Scheidegger und Zbinden Hans als Motionen abgelehnt werden sollten. Was die Motion Zbinden Hans anbelangt, sind wir der Auffassung, es sei ein Koordinationsausschuss zu schaffen, der die Vorlagen aber nicht materiell vorbehandelt.

M. Cevey.

J'ajouterai la précision suivante: cet organe de coordination doit pouvoir proposer au Bureau, ou bien de confier à une seule commission l'examen matériel d'un projet, ou bien de créer une commission ad hoc, de manière à ce que nous disposions de la souplesse nécessaire pour être toujours en mesure de mettre sur pied, au bon moment, l'organe le meilleur pour examiner un projet.  
S'il ne s'agit que d'une question d'information, une réunion en séance de commission suffit.

- 8 -

Segmüller: Was den Informationsaustausch anbelangt, kenne ich eine sehr einfache und sofort durchführbare Massnahme: Ich lese schon seit langem die Protokolle der anderen Kommissionen. Vielleicht könnte die Verwaltung dafür sorgen, dass wir sie gegebenenfalls auch ohne Anfrage erhalten. Eine andere sehr gute Informationsquelle sind die Arbeitspapiere, die die Bundesräte von ihren Beamten für ihre Auslandsreisen erhalten. Sie können uns vielleicht zugänglich gemacht werden.

Präsident: Wir könnten in der Kommission eine Liste der Protokolle der andern Europa-Kommissionen zirkulieren lassen.

Es bestehen auch Bestrebungen, die Delegation für die Beziehungen zum Europäischen Parlament, die Delegation beim Europarat und die Delegation bei der EFTA zu einer Kommission mit drei Ausschüssen zusammenzufassen.

So beschlossen.

3003 Bern, den 27. Februar 1990

Fachdienst II  
Service de commissions II

NATIONALRAT  
CONSEIL NATIONAL

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Commission des Affaires étrangères

TEILPROTOKOLL 3 der Sitzung vom 12. Februar, 17.00 - 21.30, und vom  
13. Februar 1990, 08.00 - 12.30 Uhr, in Bern,  
Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TEILNEHMER Präsident: H. Bundi

Anwesende Teilnehmer: H. Auer, Frau Bär, Frau Bäumlin,  
HH. Bircher, Burckhardt, Cevey, Dietrich, Euler, Frey  
Walter, Grassi, Frau Grendelmeier, HH. Loretan,  
Petitpierre, Portmann (12.2.), Rychen, Frau Segmüller,  
HH. Wyss Paul (12.2.), Zbinden Paul

Weitere Teilnehmer

H. Bundesrat Felber, Vorsteher des EDA Trakt. 8-10  
H. Schaller, Generalsekretär, EDA

H. H. Koller, Direktor BJ Trakt. 6  
Frau Jametti, BJ  
Frau Angel, BJ

H. Manz, Botschafter, DVA Trakt. 8  
H. Piazzoli, Direktor AFB  
H. Hunziker, DVA

H. Richard, EDA Trakt. 9

Entschuldigt: HH. Segond, Rohrbasser, Ziegler

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Frau Deuss Geiger (d), H. Dinkelmann (f)

TAGESORDNUNG

6. 89.074 n Anerkennung nichtgouvernementaler Organisationen. Uebereinkommen  
Reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales. Convention
8. 89.072 n Diplomatische Vertretung in Islamabad. Bauten.  
Représentation diplomatique à Islamabad. Construction.
9. 89.073 n Gewalttätigkeit bei Sportanlässen. Uebereinkommen  
Violence lors des manifestations sportives. Convention
10. Verschiedenes - Divers

(Für die übrigen Traktanden: siehe Hauptprotokoll  
Pour les autres objets de l'ordre du jour: voir procès-verbal général)



6. 89.074 n Anerkennung nichtgouvernementaler Organisationen,  
Uebereinkommen

6. 89.074 n Reconnaissance de la personnalité juridique des  
organisations internationales non gouvernementales.  
Convention

Koller: Wir alle sind uns der Bedeutung bewusst, die Interessenvereinigungen in unserem Staat, aber auch in der internationalen Gemeinschaft haben. Ideelle, kulturelle, wirtschaftliche und soziale Interessen müssen wahrgenommen und zur Geltung gebracht werden können. In unserem Land haben wir eine ausgeprägte Tradition solcher Interessenvereinigungen, unser Staat ist bekannt für seine liberale Haltung gegenüber Vereinen und Vereinigungen.

Solche Organisationen können aber auch internationale Ziele haben. Sobald Organisationen in ihrem Heimatstaat ihren rechtlichen Status gefunden haben und international tätig werden wollen, begegnen sie Schwierigkeiten. Denken Sie etwa an eine international ausgerichtete Organisation mit Sitz in der Schweiz, sei sie nun humanitärer, religiöser, wissenschaftlicher, wirtschaftlicher oder sozialer Natur, die einen Kongress im Ausland organisieren will. Weil ihre Rechtspersönlichkeit im Ausland möglicherweise nicht anerkannt wird, begegnet sie rechtlichen Hemmnissen insofern, als sie im andern Staat zuerst die Rechtsfähigkeit erwerben muss, um überhaupt handlungsfähig zu sein, d.h. um sich irgendwo eintragen zu können, um Grundstücke erwerben, Verträge abschliessen zu können usw. Solchen Hemmnissen möchte das Europäische Uebereinkommen vom 24. April 1986 abhelfen.

Mit diesem Abkommen soll also Vereinigungen, die an einem Ort rechtlich verankert, aber international tätig sind, die Anerkennung der Rechtspersönlichkeit auch in andern Vertragsstaaten gewährt werden können. Es handelt sich um einen multilateralen Vertrag, der im Rahmen des Europarates

- 2 -

ausgearbeitet worden ist. Der Text des Uebereinkommens ist also festgeschrieben, wir können über seinen Inhalt heute nicht mehr beraten. Das Uebereinkommen erträgt auch keine Vorbehalte. Der Bundesrat hat dem Uebereinkommen in seinem 4. Bericht vom 24.02.1988 über die Schweiz und die Konventionen des Europarates erste Priorität eingeräumt und bittet Sie, dem Bundesbeschluss zuzustimmen.

Das Uebereinkommen ist in den beiden Amtssprachen des Europarates, d.h. französisch und englisch, abgefasst worden, es ist aber von Vertretern der Schweiz, der Bundesrepublik Deutschland und Oesterreichs übersetzt worden. Es ist bis heute von Oesterreich, Belgien, Griechenland, Portugal und der Schweiz unterzeichnet worden. Die Schweiz hat ein besonderes Interesse daran, es zu ratifizieren, weil sie Sitz sehr vieler nichtstaatlicher Organisationen ist. Sie würde das Uebereinkommen nach Grossbritannien und Griechenland als drittes Land ratifizieren und dadurch zugleich dazu beitragen, dass es in Kraft treten könnte.

Das Uebereinkommen findet Anwendung auf Vereine, Stiftungen und andere private Einrichtungen internationaler Natur. Um anerkannt zu werden, brauchen die nichtstaatlichen Organisationen lediglich ihren satzungsgemässen oder statutarischen Sitz in einem Vertragsstaat zu haben. Der satzungsgemässe Sitz ist der Sitz, der in der Gründungsurkunde als Sitz angegeben wird. Anerkennung heisst aber keinesfalls, dass eine nichtstaatliche Organisation im anerkennenden Staat völlig frei handeln kann. Das Landesrecht kann im öffentlichen Interesse Einschränkungen vorsehen. Aus diesem Grunde sieht das Uebereinkommen eine Oeffentliche-Ordnung-Klausel vor. So wäre heute eine englische oder griechische nichtstaatliche Organisation in der Schweiz nach wie vor der Lex Friedrich unterstellt.

Die Anerkennungsvoraussetzungen des Uebereinkommens entsprechen im wesentlichen den Grundsätzen, wie sie im Bundesgesetz von 1987 über das internationale Privatrecht enthalten sind. Das Europäische Uebereinkommen hat

- 3 -

aber den grossen Vorteil, dass es besser auf die spezifische Natur solcher Organisationen zugeschnitten ist und dass es garantiert, dass die Handhabung der Anerkennungsvorschriften auch für Länder gilt, in denen kein dem IPR-Gesetz entsprechendes Gesetz besteht.

Frey Walter: Warum haben bis heute erst zwei Staaten dieses Abkommen ratifiziert?

Frau Jametti: Das Uebereinkommen datiert erst von 1986.

Präsident: Es ist anzunehmen, dass diejenigen Staaten, die viele nichtstaatliche Organisationen beherbergen, das Uebereinkommen schneller unterzeichnen und ratifizieren als andere.

Abstimmung - vote

für Annahme des Bundesbeschlusses: 17 Stimmen (Einstimmigkeit)

Es wird ein schriftlicher Bericht verfasst.

- 4 -

8. 89.072 n Diplomatische Vertretung in Islamabad. Bauten  
 8. 89.072 n Représentation diplomatique à Islamabad  
Construction

M. Felber, Conseiller fédéral.

Le problème de notre mission diplomatique à Islamabad n'a jamais trouvé de solution satisfaisante. Les bâtiments actuels ne répondent ni aux conditions de travail ni aux normes de sécurité nécessaires.

Le projet d'Islamabad revêt un caractère prioritaire et s'inscrit dans le cadre de la planification à long terme.

Nous avons reconnu le Pakistan dès 1947. Islamabad est une capitale surgie du néant, les conditions d'existence y sont quelque peu désagréables; c'est pourquoi, nous avons insisté sur la qualité des logements.

Le Pakistan est un pays de concentration de la DDA (aide aux réfugiés afghans). Le programme de coopération technique atteint 25 millions de francs par année. Plus de 20 projets seront en cours de réalisation vers 1990-1991.

Euler:

Ich werde als Präsident der Bautengruppe das Schreiben vom 08.02.1990 präzisieren. Die Bautengruppe hat von ihrem neuen Präsidenten relativ kurzfristig den Auftrag erhalten, dieses Bauvorhaben zuhanden unserer Kommission, was die Konstruktion und die Kosten anbelangt, zu prüfen. Sie hatte also nicht den Auftrag, die Frage nach dem Bedarf oder der politischen Wertung zu prüfen. Das ist Sache unserer Kommission.

Wir haben vom Amt für Bundesbauten und vom EDA die notwendigen Informationen erhalten und konnten sehen, dass Kosten und Bautechnik dieses Vorhabens durchaus im Rahmen liegen.

Rychen:

550 Franken pro bebauten Kubikmeter, das entspricht den Preisen in der Schweiz.

- 5 -

Piazzoli: Der Kubikmeterpreis ist angemessen. Wir werden versuchen, 40 Prozent, d.h. den Rohbau, mit pakistanischen Unternehmen vor Ort zu bauen. Hingegen werden wir den Ausbau, d.h. 60 Prozent, importieren müssen. Der Durchschnittspreis von 550 Franken ist angemessen. Wenn wir in der Schweiz in dieser Qualität bauen würden, müssten wir mit einem Kubikmeterpreis von 650 Franken oder mehr rechnen. Teuer ist vor allem der Ausbau, unter anderem auch wegen den Sicherheitsmassnahmen. Von den 13 240 000 Franken dürfte etwa 1 Million Franken zu Lasten der Sicherheitsmassnahmen gehen.

Präsident: In der Botschaft lese ich, die Sonnenenergie könne nicht genutzt werden, weil der Unterhalt der betreffenden Anlagen in Pakistan nicht gewährleistet werden könnte. Hätte man nicht von der Schweiz aus für den Unterhalt dieser Anlagen sorgen können?

Piazzoli: Das wäre möglich gewesen, wäre aber teurer gewesen. Der Unterhalt einer Sonnenenergieanlage ist nicht billig, und auch die Anlage selbst ist ziemlich teuer. Zudem müsste, weil Pakistan diese Technologie noch nicht kennt, jedes einzelne Teilchen aus der Schweiz importiert werden. Unsere Philosophie ist es, eher am Anfang etwas mehr zu investieren, um die Kosten für den Unterhalt möglichst tief zu halten, vor allem im Ausland.

Frau Bäumlin: Wohnen die Mitarbeiter der DEH auch in der diplomatischen Vertretung?

Manz: Die Mitarbeiter des Koordinationsbüros arbeiten innerhalb dieses neuen Areals, das Kanzleigebäude ist für die Botschaft und für das Koordinationsbüro bestimmt. Die Mitarbeiter der Botschaft und des Koordinationsbüros wohnen aber ausserhalb des Areals, die Residenz ist nur für den Botschafter bestimmt.

Abstimmung - vote

Für Annahme des Bundesbeschlusses: 15 Stimmen (Einstimmigkeit)

9. 89.073 n Gewalttätigkeit bei Sportanlässen. Uebereinkommen  
9. 89.073 n Violence lors des manifestations sportives.  
Convention

M. Felber, Conseiller fédéral.

La convention a pour but de susciter une action internationale à l'échelon européen, en vue de prévenir et de maîtriser les explosions de violence à l'occasion de grandes manifestations sportives. Elle s'inspire des directives de l'UEFA et prévoit une série de mesures et de restrictions destinées aux organisateurs, ainsi qu'aux spectateurs, et facilitent les poursuites contre les fauteurs de troubles en renforçant la collaboration internationale. Un comité permanent, chargé de suivre l'application des dispositions arrêtées, a été créé. Le cdt de la police de Bâle-Ville y a représenté la Suisse. Le Conseil fédéral a signé la convention le 9 mai 1989, à la suite d'une procédure de consultation positive.

Frau Bäumlín: Schon in der Uebersicht wird auf die Gefahr von undisziplinierten Massen hingewiesen. Wenn ich mich recht erinnere, waren es aber nicht nur die undisziplinierten Massen, die dieses fürchterliche Ereigniss heraufbeschworen haben, sondern auch ein gewisses Fehlverhalten der Polizei. Wird diesem Umstand mit diesem Abkommen genügend Rechnung getragen?

M. Felber, Conseiller fédéral.

Les organisateurs sont responsables des forces de l'ordre qu'ils engagent.

- 7 -

Präsident: Artikel 1 Absatz 2 müsste lauten: "Der Bundesrat wird ermächtigt, dieses Uebereinkommen zu ratifizieren."

Abstimmung - vote

Für Annahme des Bundesbeschlusses: 13 Stimmen (Einstimmigkeit)

10. Verschiedenes

10. Divers

Herr Grassi ist für das Geschäft Antarktisvertrag  
Kommissionsreferent französischer Sprache.

Fachdienst II  
Service de commissions II

3003 Bern, den 27. Februar 1990

NATIONALRAT  
CONSEIL NATIONAL

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Commission des Affaires étrangères

TEILPROTOKOLL 4 der Sitzung vom 12. Februar, 17.00 - 21.30, und vom  
13. Februar 1990, 08.00 - 12.30 Uhr, in Bern,  
Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG 7. 89.075 sn Zusammenarbeit mit osteuropäische Staaten  
en Coopération avec les Etats d'Europe de  
l'Est.

(Für die übrigen Traktanden: siehe Hauptprotokoll  
Pour les autres objets de l'ordre du jour: voir  
procès-verbal général)

TEILNEHMER Präsident: H. Bundi

Anwesende Teilnehmer: H. Auer, Frau Bär, Frau Bäumlín,  
HH. Bircher, Burckhardt, Cevéy, Dietrich, Euler, Frey  
Walter, Grassi, Frau Grendelmeier, HH. Loretan,  
Petitpierre, Portmann (12.2.), Rycken, Frau Segmüller,  
HH. Wyss Paul (12.2.), Zbinden Paul

Weitere Teilnehmer

H. Bundesrat Felber, Vorsteher des EDA Trakt. 8-10  
H. Jacobi, Staatssekretär, EDA  
H. Schaller, Generalsekretär, EDA  
H. J. Staehelin, Botschafter, Dir. Politische Abt. I  
H. Arioli, Botschafter, BAWI  
H. Gyger, Minister, EDA  
H. Woker, EDA

Entschuldigt: HH. Segond, Rohrbasser, Ziegler

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Frau Deuss Geiger (d), H. Dinkelmann (f)



LISTE DES ORATEURS - REDNERLISTEExposé de M. Felber, Conseiller fédéral

1. Introduction.....	p. 1
2. Principes du soutien suisse	
3. Mesures prévues.....	2
4. Culture et culture politique.....	3
5. Sciences	
6. Formation.....	4
7. Soutien technique alimentaire	
8. Economie.....	6

Discussion

Mühlemann.....	7
Loretan	
Frey Walter.....	9
Euler.....	10
Dietrich.....	12
Auer.....	13
Grassi.....	15
Bircher	
Cevey.....	16
Burckhardt	
Grendelmeier.....	17
Bär.....	18
Rychen.....	19
Segmüller.....	20
Zbinden Paul.....	21

Réponse de M. Felber, Conseiller fédéral.....22

Arioli.....	23
Stahelin.....	25
Gyger.....	26
Jacobi.....	28
Bäumlin	
Auer	
Rychen	
Segmüller	
Felber, Conseiller fédéral.....	30
Bircher	
Loretan	
Mühlemann	
Arioli	

Vote/Abstimmung.....31Annexes - Anhang

Proposition Bircher  
 Proposition Loretan  
 Motion de la Commission

- 1 -

7. 89.075 sn Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten  
 7. 89.075 én Coopération avec des Etats d'Europe  
de l'Est

M. Felber, Conseiller fédéral.

### 1. Introduction.

La réaction suisse aux bouleversements considérables survenus en Europe de l'Est ne se limite pas aux déclarations officielles du gouvernement ni aux mesures concrètes prises par la Confédération. De nombreux Suisses ont spontanément démontré leur disponibilité et sont prêts à contribuer effectivement au succès des réformes, notamment en apportant de l'aide dans les cas de première nécessité. Durant la période de Noël, les différentes oeuvres d'entraide ont récolté 20 millions de francs pour la Roumanie; de nombreuses communes suisses se sont alliées à des communes roumaines. Quantité de projets et de propositions émanant des milieux les plus divers (organisations privées, cantons, communes) nous ont déjà été adressés. Une sélection stricte s'impose en vue d'un financement éventuel par le truchement du crédit-cadre que nous sollicitons. Toutes ces marques d'intérêt et de disponibilité confirment que la proposition du Conseil fédéral répond à un souhait largement partagé dans le pays.

D'autres propositions que celles contenues dans le message sont à prévoir: sur la base d'un arrêté fédéral, notre pays participe déjà à un crédit-relais au Fonds international de stabilisation pour la Pologne (30 millions \$); cette collaboration a été annoncée lors de la réunion des G 24 à Bruxelles, peu avant Noël. Par ailleurs, une délégation suisse prend part aux négociations en vue de la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est; l'hypothèse d'une adhésion suisse se pose donc concrètement. Le Conseil fédéral présentera ultérieurement une proposition séparée sur cette entreprise qui est menée conjointement par les pays industrialisés occidentaux et les pays réformistes d'Europe centrale. Il n'est pas exclu que d'autres initiatives de ce genre voient le jour; le crédit-cadre, dont il est question aujourd'hui, ne constitue qu'une partie de la réponse, certes essentielle, de la Suisse.

### 2. Principes du soutien suisse (cf. message, § 122).

Depuis la rédaction du message en automne 1989, les événements se sont précipités. Les cadres du soutien suisse sont à dessein délimités d'une manière générale et non définis en fonction de chaque Etat particulier. Les réformes dont il est question concernent principalement:

- la création et le respect des règles régissant un Etat de droit,
- le respect des droits de l'homme,
- le pluralisme politique (y compris les élections libres à scrutin secret dans un proche avenir),
- des mesures concrètes vers l'introduction de l'économie de marché.

- 2 -

### 3. Mesures prévues (cf. message, § 21).

On distingue deux groupes d'Etats:

- pays engagés dans le processus de transformation: la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et selon toute vraisemblance, la RDA après les élections du mois de mars;
- pays qui envisagent de s'engager dans ce même processus: Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Union soviétique.

L'importance que le message accorde aux mesures en faveur de la Pologne et de la Hongrie se justifie toujours. Une application conséquente des critères d'aide, tendra à s'orienter vers les quatre pays qui appartiennent au premier groupe d'Etats.

Le Premier ministre tchèque m'a très clairement déclaré au cours d'une entrevue en marge du Forum de Davos, que son pays ne souhaite pas recevoir d'assistance financière suisse, mais recherche une coopération accrue dans des domaines d'intérêt mutuel; il faut, semble-t-il, tenir compte d'un sursaut d'orgueil national dans ce pays. Quant à M. Modrow, il mentionne, en matière d'aide, les secteurs de la formation et du transfert général de savoir-faire technique. La RDA recevra une aide économique considérable de la RFA et bénéficiera d'un traitement de faveur de la part de la Communauté européenne. Toute forme d'assistance à ces deux pays aura une incidence financière sur le crédit-cadre dont nous discutons présentement.

Les Etats du second groupe relèvent de mesures destinées à des domaines particuliers: pour la Roumanie, par exemple, une aide humanitaire d'urgence officielle est nécessaire (aliments, médicaments, etc.). La situation peut cependant évoluer rapidement et justifier également une aide substantielle pour la Bulgarie: dans ce cas, le problème de la répartition d'un crédit limité gagne encore en acuité.

L'Union soviétique constitue un cas particulier en raison de son immensité et de ressources propres considérables. Il est cependant impensable que, dans le contexte du soutien suisse tel que nous le concevons, nous ne recherchions pas à collaborer avec l'URSS, qui d'ailleurs souhaite inscrire deux domaines au catalogue de la coopération bilatérale:

- la culture politique (questions relatives au fédéralisme),
- le transfert de savoir-faire économique (intérêt pour les PME).

En Yougoslavie, on se heurte à des problèmes liés aux réformes démocratiques et à l'introduction des principes de l'économie de marché. En l'occurrence, notre aide accorde la priorité au programme des pays de l'AELE: sur initiative suisse, un fonds spécial a été constitué. Le développement d'un soutien bilatéral dépendra également d'un avancement des réformes.

- 3 -

La coordination des mesures au sein du G 24 (pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon) date de l'été dernier et a d'ores et déjà fait ses preuves.  
Le G 24:

- favorise l'information réciproque sur les mesures envisagées par chaque pays,
- sert à procéder à l'analyse générale des besoins,
- sert à la préparation générale des projets.

C'est dans le cadre du G 24 qu'ont lieu les évaluations communes de projets pour les pays réformistes. Un représentant de l'Office fédéral de l'environnement a pris part à une mission internationale en Hongrie. La Communauté européenne exerce sans aucun doute une influence prépondérante sur cet organisme, la Commission des Communautés mettant, entre autres, son secrétariat à disposition. Un consensus existe entre la CEE et les Etats-Unis ainsi que les pays extra-européens pour lesquels le rôle moteur des relations avec les pays de l'Est revient, pour des questions pratiques, à l'Europe communautaire. Le soutien multilatéral destiné à l'Europe de l'Est s'effectue par des institutions existantes (Banque mondiale, FMI), mais aussi au moyen de structures nouvelles créées à cette fin (Banque européenne de reconstruction et de développement).

L'AELE est sur le point de procéder à une déclaration de coopération avec la Hongrie et prévoit de faire de même avec la Pologne. Tous les pays de l'Europe de l'Est sollicitent une collaboration sectorielle de l'AELE, à l'exception de la RDA qui se rapproche, à travers la RFA, de la Communauté.

#### 4. Culture et culture politique

Le DFAE est chargé de la coordination; les départements intéressés resteront les maîtres des projets qu'ils lancent et interviendront directement. L'OFAEE gèrera les programmes d'aide économique. Les questions culturelles revêtent une grande importance dans les pays de l'Est. Mais il est impératif de bien préciser que par culture, nous entendons, au premier chef, la culture politique. Nombreux sont les pays à nous demander de réorganiser leurs communes. Des rencontres et des conférences auront lieu en Suisse ou dans les pays concernés et des experts seront mis à disposition.

Le concept de culture politique comporte les éléments suivants:

- la gestion communale,
- la coopération régionale,
- la participation des citoyens à la l'administration des affaires publiques,
- la protection de l'environnement et du patrimoine (sources culturelles et implications politiques),
- les problèmes ethniques et de nationalité,
- l'organisation de sociétés plurilingues,
- l'identification au reste de l'Europe et la compréhension de ses systèmes.

Ces options n'excluent nullement les secteurs traditionnels de la culture.

En Roumanie, un matériel indispensable fait défaut (machines à écrire, papier, etc.) et nous avons l'intention de créer des petits centres de documentation (distribution de matériel aux bibliothèques, diverses coproductions et contributions à la sauvegarde des monuments historiques).

#### 5. Sciences.

Les mesures envisagées visent à encourager la coopération directe entre les Hautes écoles et les instituts de recherche suisses. Le Fonds national de la recherche scientifique assure la gestion des programmes prévus. La plupart des universités suisses ont déjà fait des offres de coopération. Ce secteur comporte trois formes de soutien:

- réalisation de projets de recherche en commun,
- échanges de chercheurs,
- participation réciproque à des réunions scientifiques.

#### 6. Formation.

Il s'agit du domaine que nos interlocuteurs sollicitent le plus fréquemment. Quarante ans de régime communiste n'ont pas permis de dispenser une formation suffisante. Les Etats concernés fixent leurs priorités.

Pologne: management, organisation industrielle;  
 gestion des cadres moyens de l'entreprise;  
 finances, système bancaire;  
 administration locale;  
 protection de l'environnement en contexte industriel ou communal;  
 possibilité de perfectionnement dans des secteurs spécifiques de l'industrie: construction de machines, conditionnement alimentaire;  
 distribution des biens de consommation;

- 5 -

Hongrie: langues étrangères;  
 formation professionnelle (pas encore de domaine précis);  
 management, organisation industrielle;  
 protection de l'environnement dans l'industrie et enseignement des questions environnementales dans le cadre de la scolarité obligatoire;

Les discussions se poursuivent afin d'apporter les précisions indispensables.

D'autres projets sont prêts et à être rapidement proposés:

- commerce de détail: proposition de Coop-Suisse;  
 mission en Pologne accompagnée de délégués de la Migros (un projet-pilote de chaîne de distribution est envisagé);
- protection de l'environnement:  
 secteur industriel (Société suisse des constructeurs de machines);
- formation bancaire:  
 Association suisse des banquiers;
- restauration, hôtellerie:  
 Fédération suisse des cafetiers, Société suisse des hôteliers;
- chimie: Société suisse des industries chimiques
- problèmes de formation:  
 management, gestion de coopératives, disciplines diverses (universités, EPF, International Institute for Management Development de Lausanne, Institut Européen pour le Commerce Extérieur, OSEC, OFIAMT, USS, etc.);
- développement communal:  
 Union des villes suisses.

A propos d'environnement, les expériences faites en Hongrie serviront de base à des actions en Pologne; une intervention dans les autres pays de l'Est nécessiterait une considérable augmentation des crédits. La collaboration dans le domaine des déchets spéciaux et de la formation revêt un caractère prioritaire. Un programme de coopération sera établi pour tous les secteurs identifiés en Hongrie; un accord bilatéral est envisageable.

7. Soutien technique alimentaire (cf. mess., § 214.3).

Des mesures sont déjà appliquées en Pologne: une équipe d'experts externes (Migros) travaille sous la direction d'un collaborateur de la DDA et a été mandatée pour clarifier l'engagement de la Suisse en matière de processus de distribution, ainsi que de soutien aux réformes. Un rapport sera déposé au mois de mars.

8. Economie (cf. mess. § 215).

Nous prévoyons de confier un mandat à l'OSEC pour aider les pays d'Europe de l'Est à procéder à des exportations en Suisse.

En raison du manque de personnel, ces tâches de coordination ont dû être rajoutées au cahier des charges de M. Staehelin, Directeur de la Division politique I - Europe, et à celui de ses collaborateurs. Il est souhaitable que la commission appuie une demande formelle de personnel supplémentaire: il s'agit de quelques collaborateurs à qui nous pourrions confier la gestion du crédit-cadre pendant sa durée d'utilisation.

- 7 -

Mühlemann: Die Botschaft über eine verstärkte Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und entsprechende Soforthilfsmassnahmen ist eine sehr wichtige Botschaft. Wenn gegenüber dieser Botschaft noch Bedenken bestehen, so deshalb, weil wir Hilfe nicht an politisch unsichere Länder leisten wollen, und in diesem Sinne gilt es zu bedenken, dass die Hoffnungsträger in diesen Ländern nach wie vor einzelne Personen sind. Meiner Meinung nach spielt Ungarn nach wie vor die Vorreiterrolle.

Ich begrüsse, dass der Bundesrat den Mut hat, Prioritäten zu setzen, sie aber gegebenenfalls auch zu ändern.

Es gibt aber Länder, die in der Zusammenarbeit mit den osteuropäischen Staaten bisher weit aktiver waren als wir. Ihre Erfahrungen lehren uns, projektgebundene und konkrete Hilfe zu leisten, uns nicht auf unkontrollierbare, vage Aktionen einzulassen. Die Hilfsaktionen für Polen von 1971 waren in diesem Sinne ein schlechtes Beispiel. Neben dem Staat müssen auch die wirtschaftlichen Unternehmungen miteinbezogen werden, und deshalb frage ich mich, ob das EDA, statt nur zu koordinieren, in gewissen Fragen nicht etwas stärker führen müsste. Herr Modrow etwa hat uns am Managementsymposium in Davos deutlich gesagt, dass auf ihn die sehr konkreten und detaillierten Vorschläge der von Lothar Späth angeführten Delegation den grössten Eindruck gemacht haben. Von solchen Erfahrungen müsste die Schweiz lernen können.

Die Einteilung in Massnahmenkategorien scheint mir richtig. Bei der "kulturellen" Hilfe geht es in erster Linie um Hilfe an die Organisationen des demokratischen Aufbaus, an die Parteien, aber auch um die Hilfe an die Schulen aller Stufen, an die Forschung (COST, Coopération européenne dans le domaine scientifique et technique). Was die Ausbildung anbelangt, streiten sich die Fachleute, ob die Betroffenen besser vor Ort oder im Westen ausgebildet werden sollen. Meiner Meinung nach müssen sie vor Ort ausgebildet werden. Die Frage ist nur, wieviele schweizerische "Entwicklungshelfer" solche Aufgaben übernehmen können.



- 8 -

Was die wirtschaftliche Hilfe anbelangt, ist die direkte Zusammenarbeit östlicher und westlicher Firmen die beste Hilfe. Im Osten Rahmenbedingungen zu schaffen, die diese Zusammenarbeit ermöglichen, scheint mir die Hauptaufgabe des Staates zu sein. Im Osten bestehen unzählige Listen von Firmen, die zu dieser Zusammenarbeit bereit sind, im Westen sind diese Arbeiten vielleicht noch nicht so weit fortgeschritten. Zudem gibt es in Budapest, Leipzig, Dresden usw. auch Kontakthäuser, in denen sowohl westliche als auch östliche Firmen ihre Büros haben.

Das grösste Fragezeichen setze ich zur direkten Finanzhilfe (150 Millionen für Polen).

Im Bereich der ökologischen Hilfe scheint mir in der Botschaft die eidgenössische Perspektive etwas zu stark im Vordergrund zu stehen: Es wird wahrscheinlich weniger darum gehen, im Osten westliche Mess- und Ueberwachungsinstrumente einzusetzen, denn die Umweltschäden im Osten sind offensichtlich. Es wird vor allem darum gehen, mit technischer Oekologie zu helfen, d.h., bei uns erprobte Apparaturen und Instrumente wie Katalysatoren oder Rauchgasentgiftungsanlagen zu liefern.

Gesamthaft gesehen kann ich der Botschaft zustimmen, allerdings sind neben dieser langfristigen Hilfe heute Sofortmassnahmen nötig, vor allem für Rumänien, das ein politisches Vakuum darstellt. Die Soforthilfsmassnahmen aller Länder sind verhältnismässig grosszügig, das ist

erfreulich. Es stellt sich aber die Frage, wieweit solche Soforthilfsmassnahmen koordiniert werden müssen. In diesem Sinne müsste zu Rumänien eine Manöverkritik durchgeführt werden können.

Die Summe von 250 Millionen Franken liegt meiner Meinung nach eher an der unteren Grenze. Wir werden darüber diskutieren müssen, in welcher Art und Weise diese Summe sinnvoll erhöht werden kann.

- 9 -

Loretan: Ich bin Herrn Bundesrat Felber dankbar, dass er die Bedürfniskataloge der osteuropäischen Länder etwas präzisiert hat. Diese Bedürfniskataloge machen deutlich, dass in diesen Ländern Verhältnisse wie in den Entwicklungsländern herrschen.

Herr Bundesrat Felber hat auch von der politischen Kultur in den Gemeinden gesprochen. Der Umgang mit dem Bürger, die Führung der Verwaltung, der Aufbau der regionalen Zusammenarbeit, ja selbst der Umweltschutz und die Wahrung und Rettung des kulturellen Erbes sind in einem hohen Masse Sache der Kommunen. In diesem Sinne möchte ich Ihnen kurz ein Programm des Schweizerischen Städtverbandes vorstellen (siehe Unterstützung für ungarische und polnische Städte, Schweizerischer Städteverband). Wäre der Bund bereit, im Rahmen eines solchen Programms die Kosten für die Reisen in der Schweiz, für Unterkunft und Verpflegung der ungarischen oder polnischen Delegationsmitglieder zu übernehmen?

Die Einteilung der osteuropäischen Staaten in zwei Kategorien, wie sie Herr Bundesrat Felber vorgenommen hat (Polen, Ungarn, Tschechoslowakei, DDR einerseits, Rumänien, Bulgarien, Jugoslawien, UdSSR andererseits) ist vernünftig und einsehbar. Was die UdSSR anbelangt, sähe ich auf dem Gebiet der politischen Kultur am ehesten eine Zusammenarbeit mit den baltischen Staaten. Hat das EDA diese Möglichkeit ins Auge gefasst?

Zu meinem Antrag. Warum hat der Bundesrat eine Mindestdauer von drei Jahren festgelegt? Was genau wird mit dem Rahmenkredit von 250 Millionen Franken geschehen?

Frey Walter: Ich hatte beim Lesen dieser Botschaft ein ungutes Gefühl. Zum einen ist sie überholt, heute müssten neben Polen und Ungarn auch andere Länder in den Genuss einer solchen Strukturhilfe kommen, zum andern hat die Schweiz viel Erfahrung in Katastrophenhilfe, aber die Botschaft schlägt keine Katastrophenhilfe, sondern ein Mittelding zwischen

Katastrophen- und Entwicklungshilfe, eine Art Strukturhilfe, vor, in der die Schweiz keine Erfahrung hat und die auch mit der schweizerischen Neutralität in Konflikt geraten könnte.

Die Schweiz ist ein reiches Land, was Einkommen und Vermögen ihrer Bürger, aber auch was ihre Erfahrung mit der direkten Demokratie anbelangt, und die Schweiz sucht gegenwärtig ihren Platz in Europa. Was schaut für die Schweiz in diesem Sinne aus der Zusammenarbeit mit den osteuropäischen Staaten heraus? Damit wir Parlamentarier diese Vorlage vor dem Volk vertreten können, müsste aus der Botschaft auch hervorgehen, dass sich diese Zusammenarbeit und Soforthilfsmassnahmen positiv auf den Frieden in Europa und auf die - drohende insulare - Lage der Schweiz in Europa auswirken wird.

Die Basis einer gesunden Entwicklung in Osteuropa ist die wirtschaftliche Entwicklung. Deshalb ist die beste Hilfe für die osteuropäischen Staaten das Schaffen von guten Rahmenbedingungen für die Wirtschaft. Wenn diese Rahmenbedingungen einmal geschaffen sein werden, wird die Schweizer Wirtschaft die Chance ergreifen, in diesen Ländern an der Stärkung der Wirtschaft mitzuhelfen.

Auch ich setze zur Finanzhilfe ein Fragezeichen.

Gibt es nur für Polen oder auch für Ungarn einen Bedürfniskatalog?

Die Frist dieses Rahmenkredits sollte meiner Meinung nach möglichst kurz bemessen sein, in der Meinung, wir sollten aus diesem Versuch etwas lernen können.

Euler: Die demokratische Entwicklung in Osteuropa ist als besonders positiv zu betrachten. Es haben sich in Osteuropa Entwicklungen angebahnt, die unumkehrbar sind. Aus diesem Grund verdienen die Zusammenarbeit und die Soforthilfsmassnahmen unsere Zustimmung. Sie sind zudem äusserst friedenssichernd, und sie helfen insbesondere den Menschen in diesen Ländern, die jahrzehntelang gelitten haben. Ich begrüsse

nicht nur die staatliche, sondern auch die ausserstaatliche Hilfe für Osteuropa: Je mehr Kontakte geknüpft werden, und zwar auf allen Ebenen, desto wirkungsvoller wird die Hilfe sein.

Zur Verteilung der Mittel (Seite 24 der Botschaft). Ich verkenne nicht, dass das Schwergewicht auf die wirtschaftliche Hilfe gelegt werden muss. Um es mit Brecht zu sagen: "Zuerst kommt das Fressen und dann die Moral". Aber ich frage mich, ob der Anteil der direkten wirtschaftlichen Hilfe (160 von 250 Millionen) nicht etwas hoch ist. 30 Millionen für die drei Bereiche Politik und Kultur, Wissenschaft und Ausbildung, 30 Millionen für den Umweltschutz und 30 Millionen für die Lebensmittelversorgung (wovon je 20 Millionen für Güterlieferungen): das scheint mir etwas wenig. Welches sind die Prioritäten und konkreten Vorstellungen des Bundesrats, was diese Mittelverteilung anbelangt? Drängen sich in diesem Punkt nicht gewisse Korrekturen auf?

Die Entwicklungen in Osteuropa könnten sich auch positiv auf die Schweiz auswirken. Sie könnten der Bundesanwaltschaft gewisse Arbeiten (Wirtschaftsspionage) ersparen.

- 12 -

Dietrich: Mit einer Verzögerung von 45 bis 50 Jahren stehen heute verschiedene osteuropäische Länder an dem Punkt, an dem westeuropäische Länder nach dem Zweiten Weltkrieg standen. Wir sind also aufgerufen, für die osteuropäischen Länder Ähnliches zu tun, wie wir es nach dem Zweiten Weltkrieg für die westeuropäischen Länder getan haben.

Die Botschaft ist einigermaßen veraltet. Ich bin Herrn Bundesrat Felber deshalb dankbar für seine Ergänzungen. Für die Debatte im Plenum wird es wichtig sein, diese Ergänzungen - sie sind wichtiger als vieles, was in der Botschaft zu lesen steht - aufzuarbeiten. Nur so kann eine Monsterdebatte vermieden werden.

Die allgemeinen Grundsätze der schweizerischen Unterstützung (Botschaft Seite 9) scheinen mir sehr wesentlich zu sein. Die Schwerpunkte (Politik und Kultur, Wissenschaft, Ausbildung und Umweltschutz) sind gut gesetzt, auf diesen Gebieten hat die Schweiz tatsächlich etwas zu bieten. Es zeichnet sich aber die Gefahr einer Zersplitterung der Hilfe (Städteverband usw. usw.) ab, und es stellt sich dem Bundesrat die ausserordentlich wichtige Aufgabe, die zahlreichen Vorschläge zu koordinieren.

Wäre ein globaler Rahmenkredit - Herr Frey hat schon darauf hingewiesen -, der den Bedürfnissen entsprechend rasch ausgegeben werden könnte, nicht vorteilhafter als diese verhältnismässig genaue Aufgliederung der Hilfe? Sollte die humanitäre Hilfe, die Lebensmittelversorgung nicht ausgeklammert und in die bestehenden Kredite für die humanitäre Hilfe eingegliedert werden? Wäre es nicht wünschbar, dass die Ergänzungen, die Herr Bundesrat Felber heute gemacht hat, zuhanden des Plenums schriftlich aufgearbeitet werden? Dazu würde auch die Beantwortung der Frage gehören: Wie sieht der Bundesrat den Platz der Schweiz im EWR angesichts der Entwicklungen in Osteuropa und angesichts der schweizerischen Zusammenarbeit und Soforthilfsmassnahmen für die osteuropäischen Staaten?

Auer: Ich danke dem Bundesrat für die Botschaft, für die ergänzenden Informationen Herrn Felbers und dafür, dass er gehandelt hat. Die Zusammenarbeit und Soforthilfsmassnahmen für die osteuropäischen Länder sind eine zentrale Aufgabe, vor der anderes in den Hintergrund zu treten hat. Sie werden allerdings, sollen sie gelingen, mit Opfern des Westens verbunden sein.

Bei der UNO-Debatte und zu Beginn der Europa-Debatte hat die Schweiz die Neutralität in den Vordergrund gestellt. Sie ist inzwischen ziemlich in den Hintergrund gerückt: Was in dieser Botschaft - eines neutralen Landes - zu lesen steht, hätte den sowjetischen Botschafter in Bern noch vor zwei Jahren veranlasst, zu protestieren. Und in diesem Sinne - das möchte ich unterstreichen - liegt die Hilfe an Osteuropa durchaus im Interesse der Schweiz. Der Bundesrat hält auf Seite 8 der Botschaft zu Recht fest: "Die Schweiz hat ein unmittelbares Interesse an einem kontrollierten, die internationale Stabilität nicht gefährdenden Wandel in Richtung auf mehr politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Freiheiten, mehr Pluralismus, mehr Rechtsstaat und Respektierung der Menschenrechte in Osteuropa. Wir erachten einen solchen als Voraussetzung für eine engere gegenseitige Verflechtung zwischen den Staaten und Völkern Europas und damit für einen dauerhaften Frieden." Und: "Die Schweiz hat strategische, politische, kulturelle und wirtschaftliche Interessen an einer Intensivierung der Beziehungen und damit an der Unterstützung des Reformprozesses in Osteuropa ...."

Weiter unterstreicht der Bundesrat zu Recht die Eigenverantwortung der osteuropäischen Länder. In diesem Punkt bestehen zwischen den einzelnen Ländern allerdings grosse Unterschiede: In der DDR und in Ungarn besteht der Wille, wieder aufzubauen, in Polen und in der Sowjetunion wahrscheinlich weniger.

Wollte man die osteuropäischen Staaten auf das - auch noch ungenügende - ökologische Niveau des Westens

heben, müssten Dutzende von Milliarden Franken investiert werden. Diese Mittel fehlen in den osteuropäischen Staaten, sie müssen zuerst erarbeitet werden.

Auf Seite 25 der Botschaft schreibt der Bundesrat: "Für die dargelegten Massnahmen werden namentlich das Departement für auswärtige Angelegenheiten sowie das Bundesamt für Aussenwirtschaft einige zusätzliche Personaleinheiten benötigen." Wo findet der Bundesrat Leute, die dazu über genügend Erfahrung und Sprachkenntnisse verfügen?

In der Botschaft ist von "politischer Kultur" und von der "Notwendigkeit" die Rede, "zur politischen Stabilisierung beizutragen". Aber wie weit kann die Schweiz dazu beitragen, in den osteuropäischen Ländern "Demokratie aufzubauen"? Wie weit kann die Schweiz beispielsweise Referenten in diese Länder schicken, die Vorträge über die direkte Demokratie halten? In diesem Punkt gehe ich mit Herrn Mühlemann einig: Es ist besser, zu den Leuten zu gehen, als sie kommen zu lassen. Und: Kann der Bundesrat im Rahmen dieses Rahmenkredites den Parteien helfen, mit ihren Schwesterparteien in den osteuropäischen Ländern Kontakte zu knüpfen oder sie zu unterstützen? Und, wenn ja: Lässt sich das mit der schweizerischen Neutralität vereinbaren?

Wie weit führt diese Hilfe an die osteuropäischen Staaten dazu, dass die Asylpolitik und die Entwicklungszusammenarbeit ins Hintertreffen geraten?

M. Grassi.

Une vue d'ensemble est nécessaire afin d'éviter le gaspillage et les doubles emplois des projets; c'est là que la coordination internationale et nationale revêt toute son importance. En quoi consistent les mécanismes de coordination au G 24? s'agit-il:

- de centralisation des informations,
- d'appréciation et d'élaboration de projets,
- de l'attribution des projets aux divers pays qui en font la requête,
- de la gestion du contrôle,
- ou bien d'une coordination souple destinée à transmettre des informations et à laisser la réalisation de certains projets aux soins des différents pays, ce qui pourrait provoquer des doubles emplois?

En Suisse, la création d'un office central chargé de réceptionner les requêtes des particuliers et des entrepreneurs, des cadres moyens et supérieurs, s'impose. Un tel organisme rassemblerait également les offres des entrepreneurs intéressés et effectuerait les sélections indispensables.

Culture politique. Radio suisse internationale entend diffuser des programmes spéciaux destinés aux pays de l'Est. Un concept d'émissions directes, de coproductions sur des thèmes particuliers tels que la démocratie, l'économie de marché, etc. a déjà été élaboré. Les premières émissions pourront être transmises dès le printemps, les produits spécifiques, dans la/les langue(s) des pays intéressés, vers l'automne.

La seule préparation d'une opération de ce genre coûte entre 500 000 et 800 000 francs.

Un tel programme correspond-il aux conceptions et aux efforts du Conseil fédéral, dans le cadre du crédit en discussion?



- 16 -

Bircher: Die Gruppe der 24 hat Ende Dezember beschlossen, allen reformwilligen mittel- und osteuropäischen Ländern Hilfe zu leisten. Ich könnte mir vorstellen, dass sich die Schweiz im Rahmen dieser Gruppe, vielleicht zusammen mit einem andern Land, auf gewisse "Schwerpunktländer" konzentrieren würde. Jedenfalls schiene es mir wenig sinnvoll, wenn sie versuchen würde, allen acht Ländern nach dem Giesskannenprinzip und möglichst proportional Hilfe zu leisten. Die Bedürfnisse der DDR zum Beispiel werden - so nehme ich jedenfalls an - wahrscheinlich von der BRD abgedeckt, und Ungarn dürfte in Oesterreich einen natürlichen Partner haben. Vielleicht könnte sich die Schweiz etwas mehr auf Jugoslawien konzentrieren, das - obwohl Beobachter in der Efta - etwas in Vergessenheit zu geraten droht.

Zu meinem Antrag. Ich habe die Erhöhung auf 300 Millionen Franken beantragt, weil angesichts der neuesten Entwicklungen in Osteuropa die Beschränkung der Hilfe auf Ungarn und Polen nicht mehr vertretbar ist und die Hilfe deshalb auch mehr Personal nötig macht. Auch mir scheint das Verhältnis zwischen den 90 Millionen für Politik, Kultur, Wissenschaft, Ausbildung und Umweltschutz zu den 160 Millionen für handelspolitische Massnahmen etwas ungleichgewichtig. Ich könnte mir vorstellen, dass die in meinem Antrag vorgesehene Aufstockung für Politik, Kultur, Wissenschaft, Ausbildung und Umweltschutz eingesetzt würde.

Zur Ausbildung. Sieht der Bundesrat eher vor, die Leute in der Schweiz oder vor Ort auszubilden?

Wir sollten uns auch mit Blick auf die Debatte im Plenum nicht zu stark auf Details (Länder, Projekte) fixieren. Die Verwaltung und die Personen, die die Projekte durchführen, sollten möglichst flexibel arbeiten können, das nicht zuletzt wegen der rasanten Geschwindigkeit, mit der die Reformen geschehen und die Bedürfnisse ändern.

M. Cevey.

Je suis favorable au projet. Il incombe au Conseil fédéral et à l'administration le devoir de nous dire laquelle des deux propositions est la plus favorable au dessein que nous entendons réaliser à court terme. Il s'agit vraisemblablement d'un choix avant tout technique, du moment que nous sommes tous d'accord sur les buts à poursuivre. A première vue, celle de M. Loretan paraît être, pour des raisons de calcul, la plus favorable.

Burckhardt: Ich danke dem Bundesrat für diese Botschaft. Sie ist uns schnell unterbreitet worden, und sie sagt klar aus, dass wir Anstrengungen unternehmen müssen. Mir scheint, es ist nicht so wichtig, ob schon alle Vorschläge, die sie enthält, vollkommen sind; wichtig scheint mir, dass wir auf dem Weg sind.

Ich könnte mir vorstellen, dass bald noch mehr Kredite gesprochen werden müssen. Die mittel- und osteuropäischen Staaten wurden 1945 die Beute der Sowjetunion, die diese Beute nicht nur ausgesogen, sondern auch unterdrückt hat. Heute erleben wir die friedliche Rückeroberung Mittel- und Osteuropas. Das kann uns etwas wert sein. Dafür müssen wir uns einsetzen. Die Aufgabe, vor der wir heute stehen, ist vielleicht viel grösser, als wir es heute ahnen können, und ich glaube, wir sollten heute rasch zu handeln beginnen. In diesem Sinne begrüsse ich den Antrag Loretan.

Die Grundlage dieser europäischen Rückeroberung muss die Gesundung der Wirtschaft sein. Für Investitionen sind gewisse Märkte allerdings zu klein, als dass die Wirtschaft einspringen könnte. Firmen, die bereit sind, in den ost- und mitteleuropäischen Ländern zu investieren, erwarten, dass eine Basis, d.h. grundlegende Kenntnisse in Buchhaltung, Handwerk und Kaufmännischem, vorhanden ist. Mit andern Worten, es muss mit einem Erziehungswerk begonnen werden, wie es bei uns am Anfang einer beruflichen Karriere steht. Das gleiche gilt für den Sprachunterricht. Für uns Schweizer ist es ausserordentlich wichtig, dass die Ungarn beispielsweise wieder europäische Sprachen, insbesondere französisch und deutsch, lernen.

Frau Grendelmeier: Ich danke dem Bundesrat für diese Botschaft und Herrn Bundesrat Felber für seine ergänzenden Ausführungen.

- 18 -

250 Millionen Franken auf drei Jahre und mehrere Länder verteilt, das ist meiner Meinung nach eindeutig zu wenig. Wir sollten sowohl dem Antrag Bircher als auch dem Antrag Loretan folgen. Damit binden wir uns die Hände nicht. Wenn sich die Ereignisse weiterhin überstürzen, werden wir in zwei Jahren absehen können, wieviele Mittel tatsächlich nötig sein werden.

Ich bin im Gegensatz zu einigen Vorrednern froh darüber, dass es die Mittelverteilung gibt, die Gefahr der Verzettelung scheint mir viel weniger gross zu sein als die Gefahr, dass diese Hilfe als Wirtschaftshilfe für die Schweiz missverstanden werden könnte. Die Wirtschaft ist zwar die Grundlage nicht aller, aber mancher Dinge, aber wenn Wirtschaften so am Boden liegen, wie sie in den osteuropäischen Ländern am Boden liegen, können wir nicht erwarten, dass die Leute von einem Tag auf den andern marktwirtschaftlich denken und handeln lernen. Deshalb ist Ausbildung die beste Investition, ist Kultur in Sinne der Ausführungen von Herrn Bundesrat Felber entscheidend.

Frau Bär: Diese Hilfe ist dringend notwendig, aber sie wird nur gelingen, wenn sie gemäss den Bedürfnissen der osteuropäischen Länder eingesetzt wird. Ich halte es nicht für opportun, heute schon zu fragen, was uns diese Hilfe bringen kann. Auch mir scheint der Rahmenkredit sehr gering zu sein, insbesondere wenn er ausser Ungarn und Polen noch andern Staaten zugute kommen soll.

Ich habe Angst, dass die Dritte Welt angesichts der Entwicklungen in Europa etwas in den Hintergrund gedrängt wird. Ist es nötig, aus dem Kredit für die humanitäre Hilfe Mittel abzuziehen?

Zur Mittelverteilung. Meiner Meinung nach muss die Haupthilfe in den Bereichen Politik und Kultur, Wissenschaft, Ausbildung und Umweltschutz geleistet werden. Namentlich der für den Umweltschutz vorgesehene Posten scheint mir aber sehr schlecht dotiert zu sein, und das obwohl wir in den letzten Jahrzehnten unseren Sondermüll tonnenweise in die mittel- und osteuropäischen Länder abgeschoben haben.

Rychen: Ich begrüße diese Vorlage. Sie trägt zur Stabilisierung der Lage in Europa bei und liegt im Interesse der schweizerischen Sicherheitspolitik, d.h. auch der Schweiz.

Der Umbruch in den ost- und mitteleuropäischen Ländern ist nicht nur ein wirtschaftlicher, sondern auch ein politischer. Das fordert von uns viel Geduld, Verständnis und Solidarität.

Auch mir scheinen 250 Millionen auf sechs Länder und drei Jahre verteilt etwas wenig zu sein. Ich könnte mir vorstellen, dass wir nun einmal einen Umgang machen, in der Meinung, dass uns der Bundesrat eine weitere Vorlage unterbreiten kann, wenn die Ergebnisse des ersten Umgangs positiv sind. Wie sieht der Bundesrat dieses Konzept? Wäre es nicht besser, mindestens die Hälfte dieses Kredites gezielt bilateral, d.h. für ein Land, und die zweite Hälfte für die übrigen Länder im Rahmen der internationalen Hilfe einzusetzen?

Warum sieht die Vorlage nicht mehr Infrastrukturhilfe, beispielsweise für Bildung, Ausbildung und Verkehr, vor? Wirtschaftliche Hilfe wird nämlich am besten von der Wirtschaft selbst geleistet. Der Staat kann aber mithelfen, die Rahmenbedingungen dazu zu schaffen.

Eine Idee kursiert. Die Idee nämlich, der Schweizer Staat könnte den politischen Parteien Geld geben für die Unterstützung der Parteien in den osteuropäischen Ländern. Wie stellt sich das EDA zu dieser Idee? Hält es ihre Verwirklichung im Rahmen dieses oder eines späteren Rahmenkredits für möglich?

In welchen Größenordnungen leisten andere westliche Staaten Hilfe an die osteuropäischen Länder? Wo steht die Schweiz im Vergleich zu diesen Ländern?

Zur Ausbildung. Auf Seite 15 der Botschaft ist die Rede von Kontakten mit Gewerkschaften, Wirtschaftsverbänden, Universitäten und Ausbildungsinstitutionen. Gibt es auch Kontakte im Bereich der Berufsbildung? In der BRD hat es sich nämlich gezeigt, dass Lehrlinge aus der DDR fachlich zwar sehr gut ausgebildet sind, dass sie aber, was die

Technologie anbelangt, bei weitem nicht auf dem neuesten Stand sind.

Frau Segmüller: Auch ich bejahe die Grundidee der Botschaft. Dieses frühe Hilfsangebot der Schweiz ist in Europa sehr gut aufgenommen worden.

Wir müssen den Bundesrat mit dieser Vorlage in die Lage versetzen, sowohl was die Wahl der Länder als auch was den Zeitplan anbelangt, flexibel zu handeln. Eine Frist von nur zwei Jahren ist meiner Meinung nach zu kurz. Hingegen sollte der Bundesbeschluss so formuliert sein, dass die drei Jahre keine Mindestdauer sind, d.h., dass der Bundesrat die Mittel je nach Bedarf auch früher aufbrauchen kann. Im Gegensatz dazu müssten gemäss Antrag Loretan die Mittel innerhalb von zwei Jahren aufgebraucht werden, dem könnte ich nicht zustimmen.

Zwei Bereiche scheinen mir besonders förderungswürdig und für Schweizer Hilfe auch sehr geeignet: die humanitäre Hilfe, wie sie für Polen teilweise schon geleistet worden ist, und Hilfe für die politische Kultur. Was die humanitäre Hilfe anbelangt, frage ich mich allerdings, ob sie auf Kosten der Dritten Welt gehen soll, d.h., ob nicht auch die humanitäre Hilfe in den Sonderkredit eingeschlossen werden soll. Unter Hilfe für die politische Kultur verstehe ich Hilfe an den Aufbau demokratischer Prinzipien von der Basis her. Dafür besteht in den osteuropäischen Ländern ein sehr grosser Bedarf, die Bevölkerung muss von der Basis her neu motiviert werden. Mir scheinen dazu beispielsweise Partnerschaften zwischen Gemeinden, Städten, Kantonen und Bezirken ein gutes Mittel.

Die Rolle der Parteien ist eine sehr schwierige. Sie sollten zwar den osteuropäischen Parteien vor den Wahlen Hilfe leisten, wissen aber, bevor freie Wahlen stattgefunden haben, noch gar nicht, wer ihre Partner sind. Dass die Parteien dafür vom Staat Geld erhalten sollen, halte ich nicht für richtig.

Zbinden: Ich bin für Eintreten und werde dem Bundesbeschluss "tel quel" zustimmen. Ich betrachte diese Zusammenarbeit und Soforthilfe als eine Art Marshallplan Ost, aber auch als Entwicklungshilfe im alten Europa. Entwicklungshilfe kann nicht einfach Hilfe Nord-Süd bedeuten, Entwicklungshilfe kann auch Hilfe West-Ost bedeuten, ohne dass ich damit die Hilfe Nord-Süd einschränken möchte. Entwicklungshilfe muss aber uneigennützig sein, d.h., es hat keinen Sinn, für diesen Rahmenkredit Gegenleistungen zu fordern.

Zur Höhe des Rahmenkredits. In einem Bereich, in dem wir noch keine Erfahrung haben und den Bedarf noch nicht genau kennen, sollten wir uns an die Vorgabe des Bundesrates halten. Wenn es sich in zwei Jahren herausstellt, dass der Bundesrat diesen Rahmenkredit sinnvoll eingesetzt hat, können wir einen neuen beschliessen.

Zur Motion unserer Kommission. Die Parlamentsdienste sollten im Rahmen dieses Kredites mitwirken.

Unsere Parteien sollten kein Geld für die Unterstützung der Parteien in Osteuropa erhalten. Das steht der schweizerischen Neutralität entgegen und läuft praktisch auf eine Beeinflussung der Parteien in Osteuropa hinaus.

Zu meinem Hauptanliegen. Dieser Rahmenkredit sollte, damit er optimal eingesetzt werden kann, zwei, maximal drei Ländern zugute kommen.

M. Felber, Conseiller fédéral.

Le Conseil fédéral a voulu accomplir un geste politique rapide - c'est d'ailleurs la raison pour laquelle cet objet est soumis aux Commissions des Affaires étrangères - avant la fin de l'année, au moment où nous avons l'assurance que la Pologne et la Hongrie s'engageaient sur la voie des réformes démocratiques. Ce geste politique a été apprécié, entre autres, par M. Helmut Kohl et par M. James Baker, Secrétaire d'Etat, qui nous a fait part de ses félicitations publiques au G 24: la Suisse a été le premier pays à déposer une demande de crédit devant son parlement.

(A M. Frey)

Le message est une analyse, puis une appréciation. Nous vous demandons de voter un crédit-cadre et non un budget détaillé. Les informations que nous vous fournissons demeurent indicatives: c'est à la suite des enquêtes effectuées dans les différents pays que nous avons pu déterminer des montants approximatifs.

Nous avons établi un tableau récapitulatif des projets d'origine suisse susceptibles d'être retenus et financés. Ils concernent au premier chef la Pologne et la Hongrie, Etats qui ont fait l'objet des débats au G 24, à Bruxelles, au début du mois de décembre, puis la Roumanie, la RDA, l'URSS. Nous constatons qu'en dépit de l'indispensable aide économique (qui est du ressort des entreprises et de l'économie suisse, la Confédération ne proposant que des mesures d'accompagnement), le plus grand nombre de requêtes qui nous sont adressées, relèvent de la formation et de la formation professionnelle. Les résultats de mes entretiens de Davos aboutissent aux demandes suivantes:

- Hongrie:                   - aide à la privatisation de l'industrie,  
- formation de cadres (économie, langue, protection de l'environnement);
- RDA:                       - mesures d'aides pour l'édification d'un Etat de droit (constitutionnalistes);
- Tchécoslovaquie:       - protection de l'environnement dans le secteur de la production énergétique (ce pays fabrique encore de l'électricité à base de charbon),  
- formation de cadres dans le secteur bancaire,  
- coopération dans l'industrie pharmaceutique,  
- pas d'aide financière;
- Bulgarie:                 - formation de cadres dans les secteurs industriel et bancaire;
- Yougoslavie:            - formation en gestion économique,  
- experts en structures fédéralistes;
- Union soviétique:       - modèle fédéral de la Suisse,  
- formation de cadres PME,  
- formation en économie de marché (l'URSS a déjà pris contact avec les HEC de St-Gall - douze étudiants soviétiques partent aux Etats-Unis qui financent leurs études!).

Dialogue Nord-Sud et utilisation de l'aide humanitaire. Notre loi permet d'utiliser l'aide humanitaire en cas de besoin urgent n'importe où dans le monde; elle n'est pas liée aux PVD. La fourniture d'une aide d'urgence peut encore être requise (Roumanie), qui peut coûter 5 ou 7 millions de francs, crédits éventuellement attribuables à la Croix Rouge, y compris à celle du pays intéressé. Si les sommes engagées devenaient trop considérables, soit nous puiserions dans le crédit-cadre ou le Conseil fédéral solliciterait un crédit spécial, parce que nous ne pouvons pas toucher aux crédits d'aide humanitaire destinés au tiers monde (le Conseil fédéral acceptera vraisemblablement un message sur l'aide au développement, la semaine prochaine).

Aide aux partis. Le Conseil fédéral n'a pas retenu cette suggestion. 40 partis sont inscrits aux prochaines élections en Hongrie! Si la Confédération accorde son aide, elle devra passer par le canal des partis que nous connaissons en Suisse: nous encouons des reproches en raison de notre absence de respect de l'impartialité, voire de notre statut de neutralité. Il s'agit en l'occurrence d'un sujet délicat et pour le moins discutable; la seule voie possible consisterait en une assistance émanant des partis eux-mêmes.

Arioli: Zur Finanzhilfe an Polen. Polens Wirtschaft ist zerrütteter als die Wirtschaft der übrigen osteuropäischen Länder. Polen braucht deshalb eine allgemeine Beratung für die Verbesserung seiner makroökonomischen Bedingungen. In dieser Hinsicht ist mit der Vereinbarung des Internationalen Währungsfonds ein erster wichtiger Schritt getan worden. Polen braucht sicher Ausbildung, es muss für seine Verwaltung und Wirtschaft Personal heranbilden, das unter marktwirtschaftlichen Bedingungen arbeiten kann, es braucht aber vor allem auch Ausrüstungsgüter für die Verbesserung seiner Infrastruktur, für die Rehabilitierung seiner Industrie, d.h. Devisen. Zudem erhält es - im Unterschied zu den übrigen osteuropäischen Ländern - seit 1981, d.h. seit seiner Zahlungsunfähigkeit, keine Kredite und Garantien mehr. Aus diesen Gründen schien es uns unerlässlich, in diesen Rahmenkredit eine Finanzhilfe an Polen aufzunehmen, die es Polen ermöglichen soll, seine prioritären Bedürfnisse an Ausrüstungsgütern - sei es im Bereich der Infrastruktur, der Industrie oder der Umwelt - abzudecken.



Nun werden Sie sagen, Kredite bedeuten Verschuldung. Polen würde es tatsächlich vorziehen, von seinem Schuldendienst entlastet zu werden, aber das kann die Schweiz nicht alleine, denn die Schweiz ist nur eine sehr kleine Gläubigerin für Polen, d.h., sie könnte Polen höchstens etwas Devisen freimachen, um die Zinsen für seine übrigen Schulden zu bezahlen. Im Pariser Club wird heute darüber diskutiert, wie weit man Polen aufgrund der Analyse des IWF in der Frage der Umschuldung entgegenkommen muss, aber auch hier muss international ein gewisses Verhältnis, vor allem zu den lateinamerikanischen Ländern, gewahrt werden.

Zum Bedürfniskatalog. Polen hat im letzten Herbst der Gruppe der 24 einen Bedürfniskatalog überreicht, der zeigt, dass es in Polen an allem fehlt. Die Gruppe der 24 klärt gegenwärtig anhand von Studien der EG-Kommission und der Weltbank ab, welches die prioritären Bedürfnisse Polens sind. Zudem nimmt das Bawi für die einzelnen Projekte jeweils eine Projektprüfung vor.

Aber auch das beste Projekt ist in einem schlechten wirtschaftlichen Umfeld ein schlechtes Projekt. Die Rahmenbedingungen zu verbessern kann die Schweiz allerdings nur mithelfen, und Polen wär - mit Recht - auch nicht bereit, sich diese Rahmenbedingungen von einem einzelnen Land aufoktroyieren zu lassen. Wir versuchen aber, im Rahmen unserer Kontakte mit der polnischen Regierung über wirtschaftliche Rahmenbedingungen zu sprechen und solche Kontakte auch auszuweiten auf wirtschaftliche Kontakte.

Zum Verhältnis zwischen der Finanzhilfe und den übrigen Massnahmen. Die Kosten von Ausrüstungsgütern sind natürlich wesentlich höher als die Kosten für Berater, Honorare usw. Zudem ist die Absorptionsfähigkeit der Empfängerländer im Bereich der Ausrüstungsgüter grösser als im Bereich der übrigen Massnahmen.

Staehelin: Zur Rolle der G 24. Die G 24 beschränkt sich zurzeit auf einen Informationsaustausch. Sie verteilt also keine Projekte, sondern ist eine Art Clearingstelle, in der jeder der 24 Staaten darüber informiert, was er zu tun gedenkt, und in der die Empfängerländer - gegenwärtig Polen und Ungarn, bald einmal aber auch die übrigen osteuropäischen Staaten - darlegen, was ihre Bedürfnisse sind. In Sachen Umwelt, Ausbildung und Investitionen ist die G 24 etwas weiter gegangen, in dem sie für diese Bereiche Untergruppen geschaffen hat. Diese Untergruppen entsenden zur Abklärung Missionen in die Empfängerländer, die sich aus interessierten Mitarbeitern der verschiedenen Länder zusammensetzen. Damit soll verhindert werden, dass beispielsweise in Polen gleichzeitig Missionen aus 24 verschiedenen Ländern eintreffen.

Was den Bedürfniskatalog Polens anbelangt, geht es gegenwärtig darum, abzuklären, welches die prioritären Bedürfnisse Polens sind und in welchen dieser Gebiete das Know-how der Schweiz eine Hilfe rechtfertigt. Entscheide zu einzelnen Projekten haben wir bisher noch keine getroffen, wir haben aber schon eine Schweizer Delegation nach Polen entsandt (Lebensmittelverteilungssysteme) und im Rahmen der G 24 an einer Mission (Umwelt) in Ungarn teilgenommen.

Was die Frage der Ausbildung (vor Ort oder in der Schweiz) anbelangt, geht die Tendenz eher in Richtung vor Ort. Die Ausbildung vor Ort kostet weniger, und sie ermöglicht es, schneller eine grössere Zahl von Personen anzusprechen. Das will nicht heissen, dass es nicht auch Fälle gibt, in denen der praktische Anschauungsunterricht sehr wichtig ist, vielleicht gerade im Bereich der Gemeindeverwaltung.

Schweden hat sich, was die Grössenordnung seiner Hilfe an Osteuropa betrifft, nach uns ausgerichtet, finanziert sie allerdings aus dem Budget der Entwicklungshilfe. Oesterreich beschränkt sich im Augenblick vor allem auf die Soforthilfe, und zwar mit rund 100 Millionen Franken. Finnland hat sich wie Schweden an uns gewandt und beabsichtigt, in der gleichen Grössenordnung wie die Schweiz tätig zu werden. Es

möchte sich vor allem auf die baltischen Staaten konzentrieren. Die USA sehen rund eine Milliarde Dollar vor, im Augenblick hauptsächlich für Polen, aber auch für Rumänien (Soforthilfe von 80 Millionen), die Europäischen Gemeinschaften rund 600 Millionen Ecu.

Die Schweiz sieht für die baltischen Staaten gegenwärtig nichts vor, weil sich Schweden und Finnland aus historischen Gründen sehr stark für die baltischen Staaten engagieren.

Die Situation Jugoslawiens ist in der Tat eine schwierige. Weil die Achtung der Menschenrechte im Süden des Landes nicht gewährt ist, beschränkt sich die Schweiz zurzeit darauf, in der Efta das zu tun, was auch andere Länder bereit sind zu tun.

Was die Infrastrukturvorhaben betrifft, ist im Bereich des Verkehrs nicht sehr viel vorgesehen, wahrscheinlich auch deshalb, weil mit dem Geld der Schweiz eine Katalysatorwirkung zugunsten der wirtschaftlichen und politischen Reformen erzielt werden soll.

Im Bereich der Ausbildung von Lehrlingen liegt uns ein polnisches Begehren vor, wir werden es zusammen mit dem Biga prüfen und ihm gegebenenfalls stattgeben, denn in diesem Bereich hat die Schweiz etwas zu bieten.

Gyger: Im Bereich der Ausbildung haben wir festgestellt, dass die Bereitschaft zur Zusammenarbeit von seiten der Schweiz sehr gross ist. Es liegen uns etwa 75 Angebote vor. Schwieriger ist die Lage auf der Seite der Empfänger. Die Empfängerländer müssen die Angebote selbst koordinieren, und das ist erfahrungsgemäss sehr schwierig. Wir sind zurzeit mit Ungarn und Polen im Gespräch, um zu prüfen, ob wir diesen beiden Ländern bei dieser schwierigen Aufgabe helfen können.

Wir müssen uns, soll die Hilfe wirksam sein, auf Sektoren konzentrieren. Das heisst, wir müssen mit Experten arbeiten, die zusammen mit den Empfängerländern sektorielle

Programme ausarbeiten, die wir dann durchführen können. Wir haben diese Sektoren sowohl mit Ungarn als auch mit Polen recht klar identifiziert. Gewisse Programme werden wir bilateral durchführen können, andere multilateral. Wir werden aber sicher nicht nach dem Giesskannenprinzip wahllos Projekte annehmen, die von seiten der Schweiz an uns herangetragen werden.

Ein Schwergewicht möchten wir auf die Ausbildung der Ausbilder legen, unter anderem auch weil wir nicht sehr viel Personal zur Verfügung haben. Zum Beispiel könnten Schweizer an einer Universität Lehrer ausbilden.

Zum Bereich der Umwelt. Die gegenwärtige Konzentration auf Ungarn ist darauf zurückzuführen, dass sich die meisten anderen Länder auf Polen konzentrieren. Im Rahmen der G 24 hat die Schweiz, auch in Zusammenarbeit mit Ungarn, zwei Schwerpunkte identifiziert, die Beseitigung von Sondermüll und die Abfallbewirtschaftung. Wir möchten Experten beauftragen, Programme auszuarbeiten. Diese Programme - das ist auch der Wunsch Ungarns - werden auch eine Ausbildungskomponente enthalten: Wenn wir Ausrüstungsgegenstände liefern, ohne dass solche Lieferungen in ein Konzept eingebettet sind, verpufft die Hilfe.

Was die politische Kultur anbelangt, sind wir im Kontakt mit dem Schweizerischen Städteverband und auch mit Radio Schweiz International. Was das Angebot des Städteverbandes anbelangt, haben wir sowohl in Ungarn als auch in Polen Abklärungen gemacht. In Ungarn haben wir eine gewisse Zurückhaltung festgestellt, Ungarn empfand diesen Vorschlag eher als eine Art Einmischung - eine für den Bereich der politischen Kultur typische Reaktion. Polen hingegen misst den lokalen Verwaltungen eine sehr hohe Priorität zu. Es hat deshalb der "Union internationale des administrations locales", in dem auch der Schweizerische Städteverband vertreten ist, den Auftrag erteilt, ein Konzept vorzulegen, wie Polen in diesem Bereich geholfen werden könnte.

Im Bereich der politischen Kultur gibt es auch konkrete Projekte mit der Sowjetunion. Beispielsweise sind

wir angefragt worden, ob wir noch in diesem Jahr im Hinblick auf die Revision der sowjetischen Verfassung ein Symposium organisieren könnten. Verschiedene Sowjetrepubliken, u.a. die Ukraine, haben ihr Interesse bekundet, mit schweizerischen Kantonen in Kontakt zu treten. Die baltischen Republiken sind sehr zurückhaltend, Sie haben Anfragen im Bereich der klassischen Kultur an uns gerichtet. Die klassische Kultur ist sehr oft der Anfang für einen späteren Dialog.

Wir beabsichtigen auch mit dem "Institut des études européennes" in Genf zusammenzuarbeiten (gesamteuropäisches Seminar in der Schweiz mit Entsendung von Stagiaires in schweizerische Städte). Wichtig scheint mit aber auch für diesen Bereich, dass die Schweiz nicht punktuell vorgeht, sondern mit den Empfängerländern zusammen Programme ausarbeitet.

Ungarn hat uns gebeten, Sprachkurse durchzuführen. Wir werden wahrscheinlich in diesem Jahr zweierlei tun können. Erstens wird es zu einer Zusammenarbeit zwischen dem Verein der ungarischen Deutschlehrer und dem Arbeitskreis der Lehrer Deutsch als Fremdsprache kommen. Dieser Arbeitskreis ist bereit, Lehrkräfte nach Ungarn zu schicken. Zweitens sind, was die französische Sprache anbelangt, Abklärungen im Gang. In beiden Fällen ist es das Ziel, Lehrkräfte auszubilden.

Jacobi: (Zu Mühlemann) Was die Soforthilfe an Rumänien betrifft, gilt es zu bedenken, dass die Absorptionsfähigkeit der Empfängerländer begrenzt ist. Das ist insbesondere in Rumänien der Fall. Rumänien hat sehr viel Hilfe erhalten, unter anderem auch private Hilfe in der Höhe von 20 Millionen Franken aus der Schweiz, die aber vorläufig wegen mangelnder Absorptionsfähigkeit nicht verwendet werden kann. Im humanitären Bereich muss die Schweiz für Rumänien tatsächlich etwas tun, ich denke insbesondere an eine Medikamentenhilfe, an der sich auch die Industrie in Basel beteiligen könnte.

Das Interesse der Schweiz an der

Zusammenarbeit und der Soforthilfe liegt doch darin, dass wir mit unserer Hilfe versuchen können, eine Reformbewegung zu konsolidieren, die zur Folge haben wird, dass im Osten und im Zentrum Europas Rechtsstaaten entstehen, in denen die Menschenrechte wieder gelten und eine freie Marktwirtschaft funktioniert.

Was die Ausbildung (vor Ort oder in der Schweiz) anbelangt, möchte ich Sie daran erinnern, dass die Entwicklung in der DDR undenkbar gewesen wäre, wenn die Bürger der DDR nicht die Gelegenheit gehabt hätten, in die BRD zu reisen und das Fernsehen der BRD zu empfangen.

(Zu Bircher) Ich möchte davor warnen, die DDR ausschliesslich der Hilfe und Unterstützung der BRD auszusetzen. Herr Modrow hat mich am Managementsymposium in Davos ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht, und auch wir haben ein Interesse daran, die Rahmenbedingungen in der DDR so zu gestalten, dass für unsere Industrie günstige Gelegenheiten für joint ventures usw. geschaffen werden. Zudem haben wir mit der DDR immer noch ein Nationalisierungsentschädigungsabkommen auszuhandeln, das schon lange brachliegt.

(Zu Zbinden) Ich bin mit Ihnen einverstanden, wir müssen Schwerpunkte setzen, wir dürfen nicht nach dem Giesskannenprinzip vorgehen. Aber Schwerpunkte können nicht nur nach Ländern, sondern auch nach Sektoren gesetzt werden. Es ist einfacher und auch wirkungsvoller, sich auf einen Sektor zu konzentrieren, in dem man Erfahrung hat, als sich auf ein Land, d.h. auf unzählige Gebiete, zu konzentrieren. Ich denke insbesondere an die Erfahrung der Schweiz auf den Gebieten Ausbildung, Genossenschaftswesen und Umweltschutz.

(Zu Frau Bär) Die humanitäre Hilfe ist nicht nur für Entwicklungsländer bestimmt. Die Schweiz hat beispielsweise auch in Armenien und Georgien Katastrophenhilfe geleistet. Zudem verlangt gerade das Parlament vom Bundesrat was das Budget anbetrifft Einheitlichkeit der Materie.

- 30 -

Frau Bäumlín: Ich möchte den Antrag Bircher unterstützen, weil die zusätzlichen Mittel den Bereichen Politik und Kultur, Wissenschaft, Ausbildung und Umweltschutz zugute kämen. Die Schweiz sollte in diesem sehr sensiblen Bereich nicht "schmürzelen" müssen.

Auer: Ich möchte Sie bitten, beide Anträge abzulehnen. Ich halte es nicht für richtig, ohne ein qualifiziertes Mehr über den Antrag des Bundesrates hinauszugehen. Wir geben nicht unser Geld, sondern das Geld unserer Bürger aus. Wenn der Bundesrat zusätzliche Mittel braucht und über das konkret Geleistete Bericht erstattet, wird das Parlament eine offene Hand haben, aber vorläufig wünscht nicht einmal der Bundesrat selbst mehr Mittel.

Rycken: Seit dem Erscheinen der Botschaft ist es zu Reformbewegungen auch in andern Ländern gekommen. Wie würde der Bundesrat die Botschaft heute abfassen, was die Höhe des Kredits und was die Frist (Antrag Loretan) anbelangt? Im übrigen habe ich den Eindruck, die Verwaltung sei in den Vorbereitungen schon sehr weit fortgeschritten und habe auch sehr konkrete Vorstellungen.

Frau Segmüller: Bedeutet die Formulierung "Mindestdauer von drei Jahren" in Artikel 1, dass der Rahmenkredit in dieser Zeit aufgebraucht werden muss? Das möchte ich verhindern.

M. Felber, Conseiller fédéral. (article 1)

Proposition Bircher. Nous sommes sensibles aux offres d'augmenter le crédit. Nous n'avons cependant pas de définition suffisamment claire de nos engagements dans les deux ans à venir pour justifier 50 millions de francs supplémentaires. L'idée du Conseil fédéral était de solliciter, sur la base d'une première appréciation, 250 millions de francs, avec la possibilité de demander, le cas échéant, un crédit supplémentaire.

Proposition Loretan. La réduction de la durée minimale n'est qu'une question comptable qui permet d'échelonner les paiements sur une période de trois ans; mais cela ne signifie nullement qu'une obligation minimale de trois ans nous est faite.

- 31 -

Bircher: Angesichts der Ausführungen Herrn Bundesrat Felbers ziehe ich meinen Antrag zurück. Ich möchte aber doch darauf hinweisen - und möchte auch den Berichterstatter bitten, das vor dem Plenum zu tun -, dass wir wünschen, dass die Bereiche Politik und Kultur, Wissenschaft, Ausbildung und Umweltschutz schergewichtig behandelt werden. Das war ja eines der Ziele meines Antrags.

Loretan: Ich ziehe meinen Antrag zurück.

Mühlemann: (Zu Arioli) Die Finanzhilfe an Polen ist eine projektgebundene Finanzhilfe, es handelt sich also nicht um Blankokredite. Ist das richtig?

Arioli: Ja

Abstimmung - vote

Für Annahme des Bundesbeschlusses: 16 Stimmen (Einstimmigkeit)

Die Motion der Kommission wird an der nächsten Sitzung als erster Tagesordnungspunkt behandelt.

Nach der Sitzung findet eine Pressekonferenz statt.  
Une conférence de presse a lieu après la séance.



NATIONALRAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Sitzung vom 13.2.1990

89.075 Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit zur verstärkten  
Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und für  
entsprechende Soforthilfsmassnahmen

89.075-1

Antrag Bircher

Art. 1 Abs. 1:

... Rahmenkredit von 300 Millionen Franken ....

CONSEIL NATIONAL

Commission des affaires étrangères  
Séance du 13.2.1990

89.075 Arrêté fédéral concernant un crédit de programme pour le  
renforcement de la coopération avec des Etats d'Europe de  
l'Est et pour les mesures d'aide immédiate correspondante

89.075-1

Proposition Bircher

Article premier, 1er alinéa

... crédit de programme de 300 millions de francs ...

NATIONALRAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten  
Sitzung vom 13.2.1990

89.075 Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit zur verstärkten  
Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und für  
entsprechende Soforthilfsmassnahmen

89.075-2

Antrag Loretan

Art. 1 Abs. 1:

... für eine Mindestdauer von zwei Jahren ...

CONSEIL NATIONAL

Commission des affaires étrangères  
Séance du 13.2.1990

89.075 Arrêté fédéral concernant un crédit de programme pour le  
renforcement de la coopération avec des Etats d'Europe de  
l'Est et pour les mesures d'aide immédiate correspondante

89.075-2

Proposition Loretan

Article premier, 1er alinéa

... pour une période d'au moins deux ans ...

## ENTWURF

zu 89.075

Motion der Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates

Das Büro wird beauftragt, im Rahmen eines Beitrages von schweizerischen Dienstleistungen zugunsten ausländischer Staaten, welche Demokratie, Menschenrechte und Parteienpluralismus verwirklichen wollen, die folgenden Massnahmen vorzukehren:

1. Die Parlamentsdienste werden beauftragt, ein Ausbildungs- und Besuchsprogramm auszuarbeiten und vorzulegen, welches im wesentlichen folgenden Zielsetzungen dienen sollte:
  - a. Praktische Einführung in die Funktionsweise des schweizerischen Parlamentarismus;
  - b. Vermittlung von Fachwissen, das für die Planung, Organisation und Abwicklung der parlamentarischen Arbeit benötigt wird;
  - c. Praktische Vermittlung der Beziehungen und des Zusammenspiels zwischen Verwaltung einerseits und Parlament andererseits als Konkretisierung des Prinzips der Gewaltentrennung.
2. Die Ausbildung erfolgt in der Form eines Stage oder Besuchs bei den Parlamentsdiensten. Es können zeitlich begrenzte Aufenthalte und Mitarbeit in den Fraktionen der Bundesversammlung sowie in der allgemeinen Bundesverwaltung einbezogen werden.
3. Diese Ausbildung und deren Effizienz wird von einem kleinen Expertenausschuss begleitet. Sie erfolgt wenn möglich in Zusammenarbeit mit anderen Parlamentsdiensten und Organisationen, die bereits Erfahrung auf diesem Gebiet haben (Interparlamentarische Union, Europäisches Zentrum für parlamentarische Wissenschaft und Dokumentation, Internationales Demokratieinstitut des Europarates).
4. Die Kriterien für die Auswahl des Stagiaires, deren Herkunftsländer sowie die Fragen der Finanzierung werden in Zusammenarbeit zwischen den Parlamentsdiensten und dem Eidg. Departement für auswärtige Angelegenheiten festgelegt.

## PROJET

Ad 89.075

Motion de la commission des affaires étrangères du Conseil national

Le Bureau est chargé, dans le cadre de services offerts par la Suisse en faveur d'Etats étrangers qui veulent se démocratiser, appliquer les droits de l'homme et le pluralisme des partis, de prendre les mesures suivantes:

1. Les Services du Parlement sont chargés d'élaborer et de proposer un programme de formation et de visite qui visera pour l'essentiel les objectifs suivants:

a. Introduction au fonctionnement du système parlementaire suisse;

b. Transmission des connaissances techniques nécessaires à la planification, l'organisation et le déroulement du travail parlementaire;

c. Information sur les relations et la collaboration entre l'administration et le Parlement afin de montrer concrètement l'application du principe de la séparation des pouvoirs.

2. La formation se donnera sous la forme d'un stage ou d'une visite des Services du Parlement. On pourra y inclure des stages et une collaboration d'une durée limitée au sein des groupes de l'Assemblée fédérale ainsi que dans l'administration générale de la Confédération.

3. Un petit comité d'experts sera chargé du suivi de cette formation et de l'analyse de son efficacité. Dans la mesure du possible, cette formation sera organisée en collaboration avec d'autres services parlementaires et institutions ayant déjà de l'expérience dans ce domaine (Union interparlementaire, Centre européen de recherche et de documentation parlementaires, institut spécialisé du Conseil de l'Europe).

4. Les critères pour le choix des stagiaires, leur pays d'origine ainsi que les questions touchant le financement

seront étudiés en collaboration entre les Services du Parlement et le Département fédéral des affaires étrangères.